

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

FÊTE-NOUS RÊVER !

Populaire et politique, le grand rendez-vous de la rentrée ouvre ses portes dans l'Essonne. Notre baromètre exclusif sur la gauche, l'élan et les défis du Nouveau Front populaire. **P. 2**
Entretien avec Pomme, en concert dimanche. **P. 18**





ÉDITORIAL

PAR SÉBASTIEN
CRÉPEL

Faites la Fête!

Le contexte dans lequel s'ouvre la 89^e édition de la Fête de l'Humanité est totalement inédit, et il était pour tout dire complètement imprévisible il y a encore à peine plus de trois mois. À l'heure de l'inauguration de ce grand rassemblement populaire au cœur de l'Essonne, la France est toujours sans gouvernement. La faute en incombe exclusivement à Emmanuel Macron, qui a refusé de prendre acte de la victoire aux élections législatives du Nouveau Front populaire – certes, sans majorité absolue – et préféré confier les clés de Matignon à Michel Barnier, l'homme d'une droite sévèrement battue dans les urnes.

Ce hold-up vole les espoirs de millions d'électeurs qui ont tranché en faveur d'une autre politique que celle du président de la République, et ce détournement n'a été rendu possible que par une alliance honteuse des défaits des législatives de juillet, Rassemblement national en tête. Le chef de l'État piétine ainsi le contrat moral et politique qui le lie à toutes celles et tous ceux qui ont édifié le barrage républicain ayant stoppé l'ascension du RN et sauvé de nombreux candidats du parti présidentiel, en perdition sans cela. C'est peu dire que le besoin de se retrouver et de

Le besoin de se retrouver et de débattre est immense dans le peuple de gauche.

débattre est immense dans le peuple de gauche, pour penser les voies et moyens de faire respecter le verdict des urnes en premier lieu. Mais aussi pour réunir les conditions de mettre en œuvre une authentique politique de gauche.

Les attentes sont là, comme en témoigne notre baromètre Ifop annuel sur les valeurs de gauche. Ne nous mentons pas : la gauche rassemblée sous la bannière du Nouveau Front populaire a marqué des points inespérés aux législatives, mais elle ne détiendra pas la clé du changement en comptant sur ses seuls députés. La réflexion et la mobilisation populaires doivent se poursuivre, et la Fête de l'Humanité peut jouer ce rôle d'immense forum en plein air où se mêlent au public et aux militants communistes, au travail depuis des semaines, les têtes d'affiche du NFP, des personnalités à la parole libre comme Judith Godrèche, Guillaume Meurice, Sophie Binet ou encore Dominique de Villepin dans un autre registre, et l'icône mondiale des luttes qu'est Angela Davis. Faites la Fête, Fête-nous rêver ! ■

Les défis du Nouveau Front populaire

SONDAGE À l'occasion de la Fête de l'Humanité, nous publions notre baromètre annuel, en partenariat avec l'Ifop. Il montre une percée du nombre de personnes se déclarant de gauche et fières de l'être, et un consensus autour de plusieurs mesures économiques emblématiques. L'effet NFP ? En partie, mais celui-ci peine encore à convaincre de sa pérennité.

La courte victoire du Nouveau Front populaire (NFP) aux dernières législatives illustre-t-elle une percée des idées de gauche dans l'opinion ? Question cruciale pour les formations de gauche et les mois à venir. Celle-ci irrigue notre 11^e baromètre « Être de gauche aujourd'hui », réalisé en partenariat avec l'Ifop, que nous publions chaque année pour la Fête de l'Humanité, qui se tient ce week-end, dans l'Essonne.

Premier enseignement de cette enquête : l'arrivée en tête du NFP n'a pas suscité d'inversion du positionnement politique des sondés. Il y a toujours moins de personnes qui se déclarent de gauche (44 %, contre 43 % en septembre 2023) que de droite (56 %, dont 13 % à l'extrême droite – un record). « Mais, attention, la gauche existe encore et même plus que jamais, si l'on prend du recul sur ces dix dernières années, relève Frédéric Dabi, directeur général de l'Ifop. Il n'y a jamais eu autant de personnes de gauche qui se déclarent fières de l'être (74 %, contre 56 % en 2014) et qui pensent que la gauche peut gouverner sans se renier (81 %). » Pour le sondeur, il y a un « effet d'éloignement temporel du quinquennat Hollande » : le souvenir des promesses trahies s'estompe, tandis que la politique d'Emmanuel Macron, clairement

perçue comme de droite par 81 % des Français qui se déclarent de gauche (11 % d'entre eux estiment même que le président mène une politique d'extrême droite), réactive toujours plus un clivage net. « Si la séquence, des européennes à la nomination de Michel Barnier, a opéré une clarification, c'est celle-ci, note Frédéric Dabi : à gauche, on ne croit plus qu'Emmanuel Macron représente une forme d'"en même temps", il est clair aux yeux de ses électeurs qu'il est de droite. »

« LA BATAILLE CULTURELLE EST LOIN D'ÊTRE PERDUE »

Conséquence : cet électorat de gauche, qui attend de manière nette une autre forme de politique – ce qui est conforme aux résultats des législatives – et estime que la gauche est tout à fait en capacité d'appliquer son programme, contrairement au discours médiatique dominant, voit d'un mauvais œil l'hypothèse d'un accord du Nouveau Front populaire avec la Macronie : 56 % des Français de gauche estiment qu'un gouvernement NFP qui accueillerait des personnalités issues du bloc macroniste ne serait plus en mesure d'appliquer une politique de gauche. Ce serait, pour ainsi dire, faire entrer le loup dans la bergerie. Alors qu'Emmanuel Macron a fait barrage à un gouvernement du NFP avec Lucie Castets pour première ministre, le

Le baromètre de l'Humanité montre que plusieurs mesures phares de la coalition de gauche remportent un large assentiment des Français.

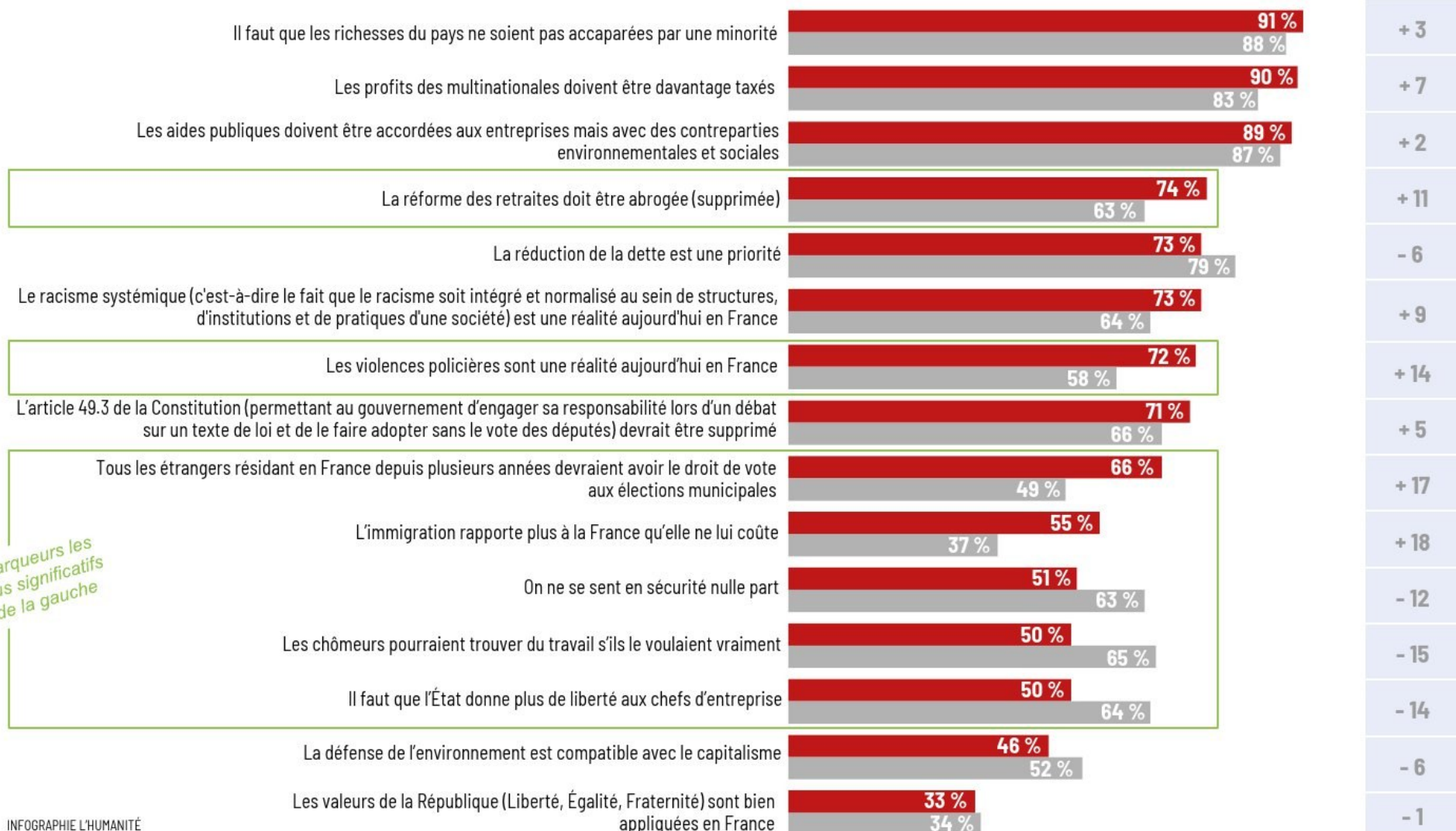
LES DIFFÉRENCES ENTRE LES PERSONNES DE GAUCHE ET L'ENSEMBLE DES FRANÇAIS

QUESTION : Pour chacune des opinions suivantes, pouvez-vous dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord ?

En % des réponses « D'accord »

■ Ensemble des personnes de gauche ■ Ensemble des Français

Écart entre les personnes de gauche et les Français



Marqueurs les plus significatifs de la gauche

INFOGRAPHIE L'HUMANITÉ

baromètre de l'Humanité montre que plusieurs mesures phares de la coalition de gauche auraient remporté un large assentiment des Français. Trois propositions, notamment, font l'objet d'un consensus auprès des sondés de gauche comme de l'ensemble des citoyens. Tout d'abord, la lutte contre l'accaparement des richesses (plébiscitée par 91 % des Français de gauche et par 88 % de l'ensemble des Français), à l'heure où 10 % des plus riches détiennent plus de 50 % du patrimoine total, selon les chiffres de 2024 de la Banque de France. Ensuite, le conditionnement des aides aux entreprises à des contreparties sociales et environnementales (gauche : 89 % d'opinion favorable ; ensemble des Français : 87 %) et, enfin, la taxation des profits des multinationales (gauche : 90 % ; ensemble des Français : 83 %). « On est en plein dans le programme du NFP, donc la bataille culturelle est loin d'être perdue, notamment sur les marqueurs économiques », note Frédéric Dabi. Sur ces points, une gauche qui appliquerait son programme se superposerait aux attentes des Français. Une majorité de Français se montrent également favorables à l'abrogation de la réforme des retraites (63 %) et à la suppression du 49.3 (66 %). Quasiment deux ans après l'adoption au forceps du texte, preuve est faite qu'Emmanuel Macron a toujours une large majorité, plurielle, contre lui, sur ce point.

Le directeur de l'Ifop relève ainsi une forme « d'homogénéisation des positions » sur certains thèmes, loin du mythe d'une France polarisée à l'extrême, où les

citoyens ne parleraient plus la même langue : « La question des services publics, par exemple, n'est plus seulement un marqueur de gauche. Même à droite, désormais, on considère que le recul des services publics est synonyme de déclin pour un territoire. » Reste toutefois à la gauche d'incarner encore plus l'idée que c'est elle, bien plus que la droite et les gouvernements en place, qui fait des services publics une priorité. Frédéric Dadi note également que « d'un point de vue déclaratif, les interrogés valident le clivage gauche-droite, mais dans les faits, il y a de nombreux items où les positions ne sont pas tant antagonistes et convergent. C'est surtout sur les marqueurs sociétaux que le clivage reste marqué entre la gauche et la droite ».

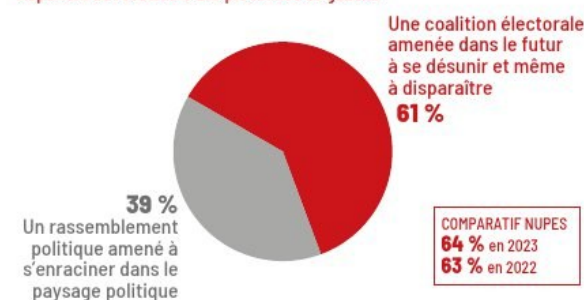
UNE MAJORITÉ D'IDÉES

Sans surprise, c'est en effet sur les questions d'immigration et d'insécurité que l'on relève le plus fort clivage. À gauche, 55 % des sondés estiment que l'immigration rapporte plus qu'elle ne coûte à la France, contre 23 % à droite. De même, si à gauche le fait d'accorder le droit de vote aux étrangers pour les municipales est perçu positivement (66 % sont pour), 64 % des personnes de droite y sont défavorables. Les marqueurs sécuritaires, ultra-sollicités par le reste des interrogés, ne sont pas prioritaires dans le panel de gauche, qui identifie la meilleure répartition des richesses, la hausse des salaires et la protection de l'environnement comme les trois chantiers prioritaires d'un gouvernement progressiste.

LA PÉRENNITÉ PERÇUE DU NFP

Question : Diriez-vous que le NFP (Nouveau Front populaire) vous semble être avant tout... ?

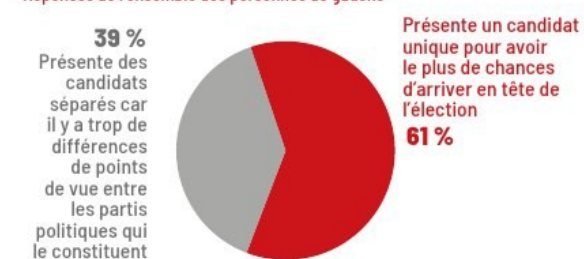
Réponses de l'ensemble des personnes de gauche



LE SOUHAIT D'UN CANDIDAT UNIQUE DU NFP À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2027

Question : La prochaine élection présidentielle aura lieu en 2027. À cette occasion, pensez-vous qu'il vaut mieux que le NFP... ?

Réponses de l'ensemble des personnes de gauche



Le baromètre enseigne donc que la gauche dispose d'une majorité d'idées en France, au-delà de son propre camp, sur des mesures phares de son programme économique. Mais aussi qu'il lui reste à convaincre sur la question de l'antiracisme (73 % des gens de gauche estiment qu'un racisme systémique a cours en France, contre 58 % à droite), de l'écologie (à droite, ils sont 57 % à penser qu'elle est compatible avec le capitalisme), ou encore des violences policières (72 % des Français de gauche considèrent qu'elles existent, contre 47 % pour ceux de droite).

LE NFP EFFRAIE LA DROITE

Malgré le bel espoir qu'il a suscité et le score inattendu qu'il a réalisé lors des dernières législatives, le Nouveau Front populaire, en tant que tel, ne fait pourtant pas consensus. Tout d'abord, la coalition de gauche revient comme le mot perçu le plus négativement par les Français classés à droite, où il fait figure d'épouvantail (devant les mots « immigration », « communisme » et « grève »). « Il est clair qu'à droite, on craint que le NFP n'arrive au pou-

C'est sur les questions d'immigration et d'insécurité que l'on relève le plus fort clivage.

voir et n'applique son programme, malgré les points de convergence observés », relève Frédéric Dabi. Mais, à gauche aussi, l'enthousiasme est mesuré : seuls 52 % des sondés se déclarant de gauche estiment que le terme « Nouveau Front populaire » a une

connotation positive. Comment expliquer cette méfiance ? « Il y a, dans les Français qui se déclarent de gauche, de nombreuses personnes de tendance sociale-démocrate qui voient cette alliance comme trop radicale, ou penchant encore trop du côté de Jean-Luc Mélenchon, même si celui-ci est bien plus en retrait qu'à l'époque de la Nupes », analyse Frédéric Dabi. En témoigne la percée au baromètre de l'eurodéputé Place publique Raphaël Glucksmann parmi les personnalités citées comme incarnant le mieux la gauche (lire ci-contre). Surtout, 61 % d'entre eux estiment que le NFP sera amené à se désunir et à disparaître. « C'est à peu près le même pourcentage qu'avec la Nupes, l'an dernier, note le sondeur. Le souvenir de la désunion de la précédente alliance ne plaide pas en faveur du Nouveau Front populaire, pour beaucoup. »

Ce pessimisme quant à la pérennité de l'alliance électorale née des législatives est d'autant plus net que, dans le même temps, les Français de gauche attendent toujours une candidature unique (à 61 %) en 2027. En clair, pour vaincre les doutes, le NFP devra montrer sa capacité à trancher l'épineuse question d'une incarnation commune à la présidentielle, sans que l'obstacle n'ait raison de sa solidité. Et organiser le nécessaire débat entre les deux grandes familles de la gauche, ni irrécconciliables, ni conciliantes l'une envers l'autre : la gauche de rupture et la social-démocratie. ■

CYPRIEN CADDEO

SONDAGE MODE D'EMPLOI

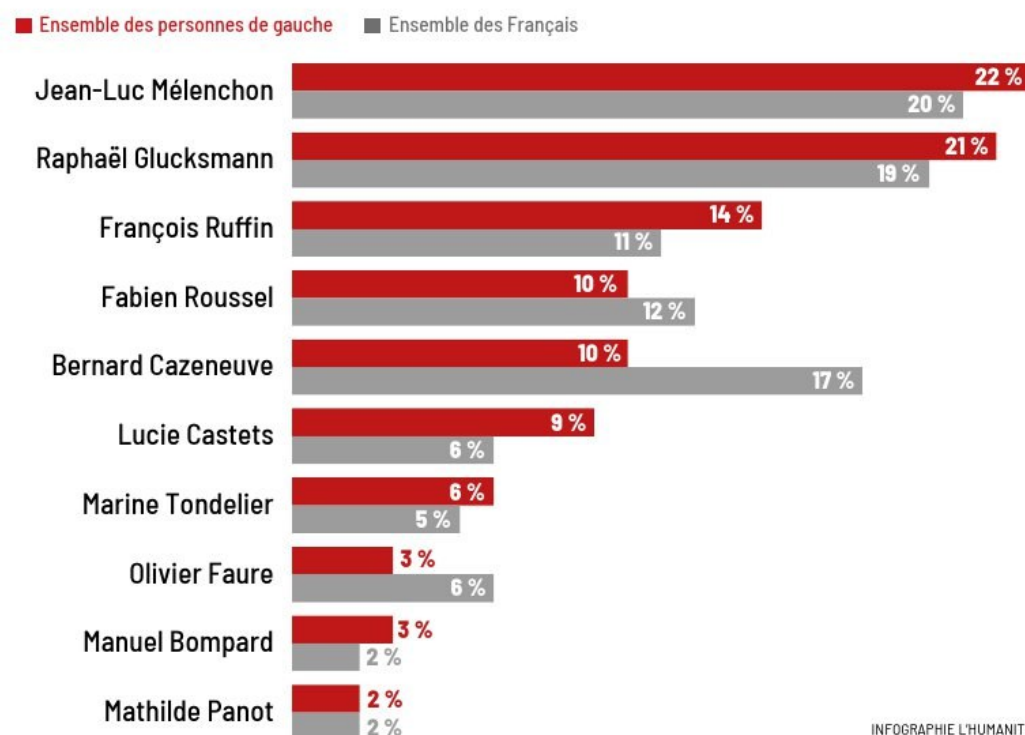
ÉCHANTILLON L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 851 personnes se positionnant à gauche sur un axe gauche-droite, extrait d'un échantillon de 2 006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

MÉTHODOLOGIE La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

MODE DE RECUEIL Les interviews ont été réalisées par questionnaire autoadministré en ligne du 4 au 9 septembre 2024.

LA PERSONNALITÉ INCARNANT LE MIEUX LA GAUCHE

QUESTION : Pour vous, quelle personnalité incarne le mieux la gauche ?



INFOGRAPHIE L'HUMANITÉ

À gauche, aucune figure ne s'impose clairement

Jean-Luc Mélenchon et Raphaël Glucksmann incarnent le mieux le camp progressiste, selon les Français. À l'image des deux pôles, l'un radical, l'autre social-démocrate, qui semblent se rééquilibrer au sein de cette famille politique.

Elle était encore inconnue du grand public, il y a quelques semaines, et est devenue l'un des visages du Nouveau Front populaire (NFP). Lucie Castets, choisie par le NFP pour devenir première ministre, a porté tout l'été les couleurs de la coalition de gauche. Selon notre baromètre Ifop, elle est devenue celle qui incarne le mieux son camp pour 9 % des personnes de gauche, devant l'écologiste Marine Tondelier (6 %), le socialiste Olivier Faure (3 %) et l'insoumis Manuel Bompard (3 %). « En deux mois, Lucie Castets a réussi une percée médiatique et est plus identifiée que la plupart des dirigeants de gauche », note Frédéric Dabi. Le seul chef de parti à arriver juste devant elle étant Fabien Roussel (10 %), quatrième de ce classement. « Le secrétaire national du PCF reste une figure identifiée de la gauche, malgré sa défaite aux législatives », mesure le directeur général de l'Ifop.

Alors que notre sondage montre que la question du développement des services publics constitue l'un des principaux points de

convergence entre les citoyens de gauche et l'ensemble des Français, le choix de Lucie Castets, cofondatrice du collectif Nos services publics, pourrait se révéler payant pour que la gauche soit la plus identifiée sur le sujet. Mais l'étude, qui n'a pas pour but de constituer une vaine course de chevaux entre personnalités, indique d'autres dynamiques et aborde un sujet crucial. « La question de l'incarnation est capitale : les personnes de gauche veulent à tout prix éviter un quatrième "21 avril", où la gauche serait éliminée dès le premier tour. Mais le champ est ouvert : aucune personnalité ne semble s'imposer comme l'incarnation naturelle de la gauche », indique Frédéric Dabi.

Jean-Luc Mélenchon, plus discret cette année par rapport aux législatives de 2022 durant lesquelles il était le candidat de la gauche pour Matignon, reste en tête des personnalités incarnant le mieux la gauche (22 %). Mais il se retrouve talonné de très près par Raphaël Glucksmann (21 %), qui a obtenu 13,8 % des voix aux européennes en portant la liste du PS. « Il y a une érosion autour de la personnalité

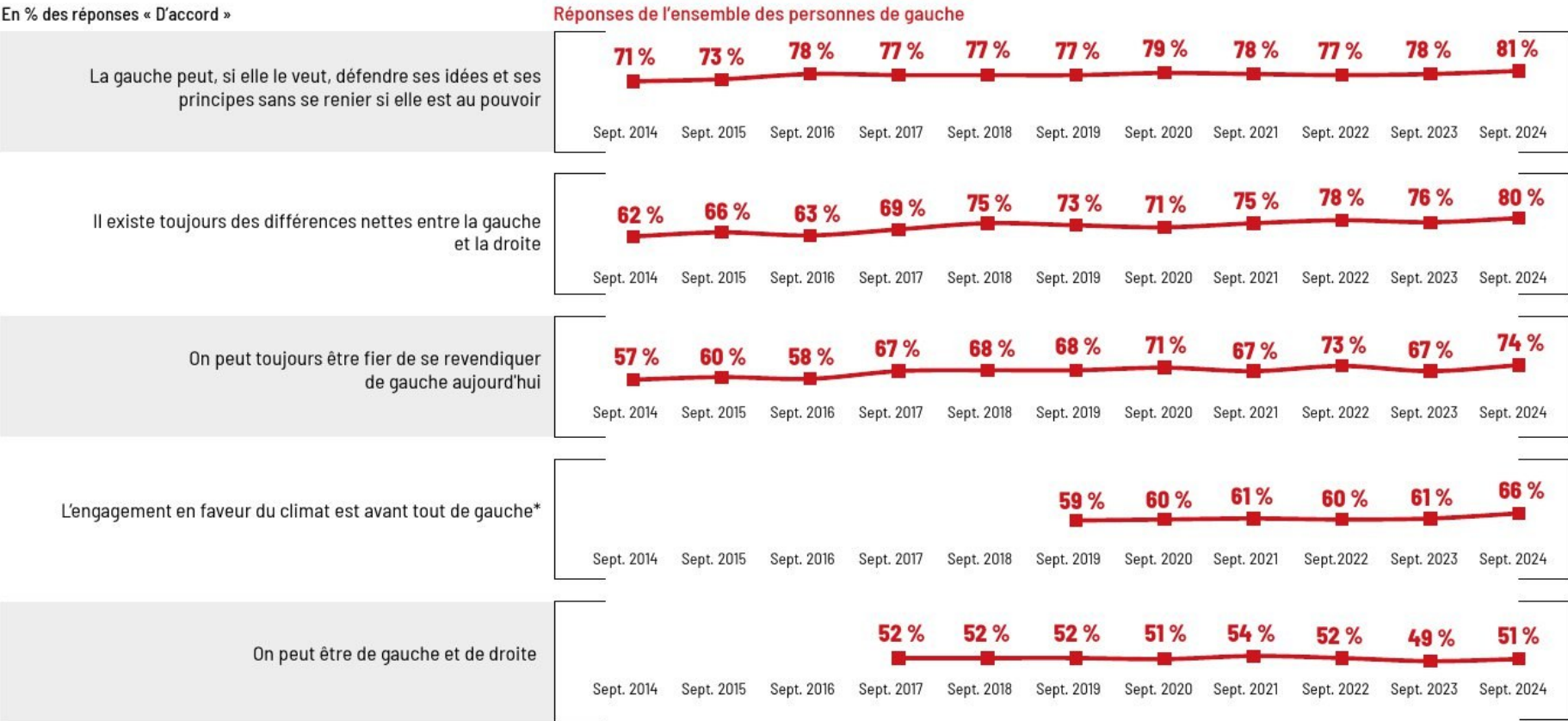
de Jean-Luc Mélenchon : une part de la gauche, plutôt sociale-démocrate, cherche de l'apaisement et n'adhère pas à la conflictualité incarnée par la FI », note le sondeur, qui ajoute : « La percée de Raphaël Glucksmann démontre qu'il y a bien deux gauches qui arrivent en tête : un pôle de gauche radicale incarné par Mélenchon, mais aussi par Ruffin qui arrive troisième (14 %) ou Roussel ; et un pôle social-démocrate, alors que Bernard Cazeneuve est cinquième (10 %). Ce sont les deux jambes du NFP. » Au sujet de Bernard Cazeneuve, Frédéric Dabi pointe que « ce sont les Français de droite qui le perçoivent comme incarnant le mieux la gauche ».

Reste à savoir si ces résultats – plus équilibrés entre gauche radicale et sociale-démocrate qu'en 2023 – seront source de division au NFP ou aideront les partenaires à dialoguer. Selon notre étude, 61 % des Français de gauche pensent que la coalition sera amenée à se désunir. Ce qui constitue pour eux une crainte, puisqu'ils sont aussi 61 % à espérer que la gauche ait un candidat unique en 2027. ■

AURÉLIEN SOUCHEYRE

DEGRÉ D'ADHÉSION À DIFFÉRENTS POINTS DE VUE SUR LA GAUCHE

QUESTION : Pour chacune des opinions suivantes, pouvez-vous dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord ?



*Avant septembre 2022, le libellé était : « L'écologie est avant tout de gauche. »

INFOGRAPHIE L'HUMANITÉ

(Publicité)



Photo © KMS

MERCI AUX ATHLÈTES D'AVOIR FAIT VIBRER
LES 32 400 JEUNES INVITÉS AUX JEUX PAR
LA MÉTROPOLÉ DU GRAND PARIS

FIERS D'AVOIR RÉUSSI
ENSEMBLE LES JEUX !



PARIS 2024



PARIS 2024



Métropole
du Grand Paris

COLLECTIVITÉ HÔTE

metropolegrandparis.fr

« Le temps est venu d'une nouvelle société »



« Aucune polémique ne nous divisera, nous sommes plus forts que ça », a rappelé le directeur du journal, jeudi soir.

JULIEN JAULIN/HANS LUCAS
POUR L'HUMANITÉ



Le directeur de l'Humanité, Fabien Gay, a inauguré la 89^e édition de la Fête de l'Humanité, qui s'ouvre ce vendredi dans l'Essonne.

Une « bouffée d'air dans un monde tourmenté ». C'est ainsi que le directeur de notre journal, Fabien Gay, a qualifié la 89^e Fête de l'Humanité, inaugurée jeudi 12 septembre en fin de journée. L'ouverture de cet « espace de résistance » marque également la rentrée politique de toute la gauche. « La Fête de l'Huma, c'est le lieu où le mot camarade est prononcé plus d'un million de fois par jour, a-t-il rappelé en guise de message à toute la gauche. Aucune polémique ne nous divisera, nous sommes plus forts que ça ».

Devant l'ambassadrice de Palestine, Hala Abou-Hassira, le secrétaire national du PCF, Fabien

Roussel, mais aussi les maires de Brétigny et du Plessis-Pâté, ou encore de nombreux élus, Fabien Gay a lancé un « avertissement » aux tenants du « capitalisme » comme « fin de l'histoire » : « Le temps est venu d'une nouvelle société, d'un monde de coopération et non de mise en compétition ». « Nous nommons ce dépassement du capitalisme le communisme », a clamé le sénateur PCF sous les applaudissements des invités.

Un « avertissement » qui faisait suite à un constat en forme de réquisitoire sur la « période tourmentée » pointée par Fabien Gay. D'abord, sur l'accélération du changement climatique contre lequel les réponses ne sont pas à la

hauteur. Pire, en citant l'exemple du milliardaire Elon Musk se lançant à la conquête de l'espace avec des visées prédatrices en termes de ressources naturelles, l' élu dénonce « un monde que nous préparent les capitalistes, structuré par l'instabilité permanente et les affrontements guerriers pour l'accapement des richesses ».

UN MESSAGE DE PAIX

La situation politique française est aussi au cœur du discours, et du problème. « Nous sommes face à un pouvoir qui s'embourbe dans une dérive autoritaire et ultralibérale », lance Fabien Gay à propos de la nomination de Michel Barnier à Matignon. Le tout contre le message sorti des urnes le 7 juillet. « Macron n'a toujours pas de majorité d'idées, dans le pays comme à l'Assemblée nationale, pour contraindre les salariés à donner deux ans de vie de plus au travail », prévient le directeur de l'Humanité, pour qui l'horizon de la lutte reste bien « la retraite à 60 ans pour chacun et chacun ». « Macron n'ajamais

envisagé de nommer Lucie Castets », tance-t-il également. « Son plan était clair, poursuivre quoi qu'il en coûte sa politique » quitte à « faire semblant d'organiser des consultations tout en dealant avec l'extrême droite ». Fabien Gay appelle par ailleurs à se mobiliser contre cette dernière, et notamment contre « la banalisation du racisme et de l'antisémitisme », qui doivent devenir « des sujets d'intervention majeurs pour la gauche ».

Notre directeur a enfin insisté sur l'engagement de la Fête de l'Huma en faveur de la paix. Appelant à un « cessez-le-feu » en Ukraine, et apportant son soutien aux Palestiniens de Gaza, victimes d'un « déluge de feu ». S'il a à nouveau condamné l'attaque terroriste du Hamas du 7 octobre, Fabien Gay a également dénoncé le « risque plausible de génocide » des Palestiniens, alors que l'ambassadrice de Palestine recevait une longue ovation sous le chapiteau de l'Agora de la Fête. ■

DIEGO CHAUVET

INAUGURATION EN PRÉSENCE DE...

Farida Amrani députée FI de l'Essonne **Éliane Assassi** ancienne présidente du groupe CRCE au Sénat **Jérémy Bacchi** sénateur PCF **Soumya Bourouaha** députée PCF de Seine-Saint-Denis **Éric Braive** président de l'agglomération Cœur d'Essonne **Laurent Brun**, administrateur de la CGT **Béranger Cernon** député FI de l'Essonne **Alexis Corbière** député de Seine-Saint-Denis **Olivier Corzani** maire PCF de Fleury-Mérogis **Cécile Cukierman** présidente du groupe CRCE-K au Sénat **Amadou Deme** secrétaire départemental du PCF de l'Essonne **Raquel Garrido** ex-députée **Jérôme Guedj** député PS de l'Essonne **Steevy Gustave** député écologiste de l'Essonne **Hala Abou-Hassira** ambassadrice de Palestine en France **Assan Lakehou** secrétaire général du MJCF **Pierre Laurent** ancien secrétaire national du PCF **Marianne Margaté** sénatrice PCF de Seine-et-Marne **Nicolas Meary** maire Horizons de Brétigny-sur-Orge **Yannick Monnet** député PCF de l'Allier **Dénis Öztörün** maire PCF de Bonneuil-sur-Marne **Léna Raud** secrétaire nationale de l'UEC **Philippe Rio** maire PCF de Grigny **Thierry Robert** directeur général du Secours populaire **Fabien Roussel**, secrétaire national du PCF **Sylvain Tanguy** maire DVG du Plessis-Pâté **Emmanuel Tjibaou** député GDR de Nouvelle-Calédonie **Mohamed Ali Zerouali** représentant du Front Polisario **Adel Ziane** sénateur PS de Seine-Saint-Denis.

LE PLAN DE LA FÊTE

A B C D E F G H I J K L M N O P

ESPACE COLLECTIVITÉS
VERS GARE DE RIS-ORANGIS
BOIS-DE-L'ÉPINE

P2 P3 P4

RER D

VERS BONDOUFLE
PARKING HUMANITÉ
P_H

ENTRÉE HUMANITÉ

SCÈNE ANGELA DAVIS

SCÈNE ZEBROCK
NINA SIMONE

ENTRÉE J. JAURES

SCÈNE JOSÉPHINE BAKER

ENTRÉE M. CACHIN

CAMPING & CAMPING-CAR

VILLAGE TIPIS & FESTIVITÉ

RER C

VERS GARE DE BRÉTAGNY

LES TERRITOIRES DE LA FÊTE

- A SEINE-SAINT-DENIS
- B BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
- C NOUVELLE-AQUITAINE
- D PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
- E OCCITANIE
- F AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
- G PAYS DE LA LOIRE
- H YVELINES
- I VAL-D'OISE
- J ESSONNE
- K CENTRE-VAL DE LOIRE
- L NORMANDIE
- M VAL-DE-MARNE
- N GRAND-EST
- O HAUTS-DE-SEINE
- P BRETAGNE
- Q PARIS
- R SEINE-ET-MARNE

LÉGENDE

- INFIRMERIE CENTRALE
- POSTE DE SECOURS
- SANITAIRES
- FONTAINES À EAU
- POINT INFORMATION
- OBJETS TROUVÉS
- ENFANTS TROUVÉS
- L'ESCALE
- CONSIGNES & CASIERS
- BOUTIQUE DE L'HUMANITÉ

RETROUVEZ AUSSI LE PLAN SUR
L'APPLICATION DE LA FÊTE !



App Store
Google Play

TAXIS
PARTENAIRES

NAVETTES
PMR - PSH

«*La différence des sexes est une fiction, (...) l'inégalité est de fait et non de nature.*» Marie de Gournay

L'HOMME DU JOUR



Alain Guiraudie

Présenté au dernier Festival de Cannes, *Miséricorde*, d'Alain Guiraudie, fait partie des quatre films présélectionnés pour représenter la France aux Oscars, avec *Emilia Perez*, de Jacques Audiard, *All we imagine as light*, de l'Indienne Payal Kapadia, et *le Comte de Monte-Cristo*, d'Alexandre de La Patellière et Matthieu Delaporte. Dans la lignée de *l'Inconnu du lac*, son film le plus connu, le cinéaste installe une intrigue policière dans un village isolé de l'Aveyron. Jérémie (Félix Kysyl) revient à Saint-Martial pour l'enterrement de son ancien patron boulanger, éveillant soupçons et fantasmes sur fond de culpabilité chrétienne. Entre film noir et comédie, le cinéaste met en scène le désir sous toutes ses formes et fait entrer Catherine Frot dans sa famille d'acteurs. *Miséricorde* sort en salles le mercredi 16 octobre. ■

SOPHIE JOUBERT

! C'EST UN SCANDALE

Abus de rétention administrative

Pendant les JO, le nombre de placements en rétention administrative aurait, selon la Cimade, «*nettement augmenté*», notamment au Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne). En outre, certaines mesures prises seraient illégales. Deux Brésiliens venus assister aux Jeux et soupçonnés de «*trouble à l'ordre public*» auraient été enfermés et soumis à une OQTF (obligation de quitter le territoire français) alors qu'ils possédaient des billets de retour. Un Australien aurait été expulsé, pour sa part, sans que soit respecté le délai de recours légal de quarante-huit heures. L'association dénonce de plus la création d'un espace dédié «*aux interpellés des JO*» pour lequel le quartier des femmes du Mesnil-Amelot a été vidé. Les retenues ont été déplacées vers d'autres centres de rétention administrative, sans tenir compte de leur droit aux visites de leurs proches et des associations.

L'œil de Soph'

RETOUR SUR LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE CES JEUX PARALYMPIQUES —



LA BONNE NOUVELLE Relaxe pour l'ex-élu PCF d'Hénin-Beaumont David Noël

Encore une victoire pour l'ancien élu communiste d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) David Noël. Le 10 septembre, la Cour de cassation a définitivement acté sa relaxe face au maire Rassemblement national (RN) de la ville, Steve Briois. Elle a confirmé la décision de la cour d'appel de Douai, qui, en 2023, avait rejeté la plainte déposée par l'élue lepéniste reprochant à son ancien opposant de l'avoir traité sur son compte Facebook d'«*autocrate raciste au comportement de patron-voyou harceleur avec les agents*». Cette histoire n'est pas une première.

«*Cette énième plainte était la cinquième intentée contre moi par les élus RN d'Hénin-Beaumont depuis leur arrivée au pouvoir, la huitième au total contre moi depuis 2011*», a rappelé dans un communiqué celui qui est désormais président de la Ligue des droits de l'homme dans la ville du Nord. «*Quand on vous dit qu'ils ont un problème avec la liberté d'expression...*» a commenté sur X la dirigeante EELV Marine Tondelier, elle aussi opposante dans le bastion RN. ■

CAMILLE BAUER

★ L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Logement 2,7 millions de demandeurs de logements sociaux sont en attente au premier semestre 2024, a annoncé Emmanuelle Cosse, présidente de l'organisme qui représente les bailleurs sociaux, l'Union sociale pour l'habitat (USH). Ce «*nouveau record*» est le résultat de politiques publiques désastreuses et des promesses non tenues du gouvernement, entre la «*réduction de loyer de solidarité*», la baisse des APL et la politique envers le livret A.

Pérou Retour sur le parcours d'Alberto Fujimori, ex-président autoritaire du Pérou de 1990 à 2000, décédé mercredi. Il fut condamné à vingt-cinq ans de prison pour crimes contre l'humanité, notamment pour deux massacres de civils commis par l'armée, avant d'être gracié en décembre 2023 pour raisons de santé.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Quelle chance!

Autant le savoir alors que s'ouvre la Fête. Ça ne va pas fort et la Tribune nous le disait déjà, il y a deux mois. «*Chute du moral des chefs d'entreprises. (...) Les nuages s'accumulent au-dessus de l'économie française.*» Avec ça, le déficit va exiger du gouvernement fantôme de sérieuses coupes dans les services publics face aux sanctions dont nous menace l'Union européenne, etc. Pourtant, il y a, quelque part, comme une embellie, voire un rayon de soleil dont nous informent les Échos. Dans le monde, «*le deuxième trimestre a été radieux pour les actionnaires*» et «*les dividendes sont partis pour battre de nouveaux records*» avec 1700 milliards de dollars distribués. D'accord, mais la France? Pas d'inquiétude, elle est en tête en Europe et 94 % des entreprises, avec une hausse globale de 6,4 % et 54 milliards d'euros, vont augmenter ou maintenir leurs versements. Mais quelle chance! Le président du Medef, Patrick Martin, dans son débat à la Fête avec Sophie Binet, va sans doute pouvoir nous expliquer ça. ■

📶 LE FIL ROUGE

Marseille (13) La conférence-débat organisée par les associations Coudes à coudes et Promemo sur le thème «*Résistance et libération en Provence, regards croisés*», se tiendra le 19 septembre à 18 h 30 avec la participation de Sylvie Orsoni, Marie-Noëlle Hôpital, Gérard Leidet et Bernard Régaudiat, historiens et chercheurs associés. À l'espace musical Hyperion, 2 bis, avenue du Maréchal-Foch dans le 4^e arrondissement.

Villefort (48) Une projection de *Béziers, l'envers du décor*, de Daniel Kupferstein (durée: 1h44) se déroulera le 20 septembre au ciné-théâtre La Forge, à 19 h 30. Ce film aborde, à travers le bulletin municipal le *Journal de Béziers*, devenu le *Journal du Biterrois*, la gestion de la ville par Robert Ménard, élu maire en 2014 avec les voix du Front national. Une vision de l'extrême droite au pouvoir...



Le 8 septembre, à Hénin-Beaumont, discours de rentrée de Marine Le Pen, députée de la 11^e circonscription du Pas-de-Calais.
ALEXIS JUMEAU/ABACA

Le RN en pleine zone de turbulences

EXTRÊME DROITE

Procès à venir, rapprochement avec la droite macroniste, purge des cadres jugés responsables de l'échec des législatives... le Rassemblement national connaît des remous devenus rares ces dernières années.

Finis les palmiers du Var et les soirées festives en bord de mer ? Les élus RN avaient pris l'habitude de faire leur rentrée sous le soleil du sud de la France et dans un décor luxueux. Mais les temps ont changé : ils se réunissent ce week-end dans la fraîcheur parisienne. Le symptôme d'un parti qui n'a pas le cœur à rire ? Les prochaines semaines sont en tout cas périlleuses pour Jordan Bardella et Marine Le Pen, entre les affaires, le contexte politique national et les remous en interne à la suite de l'échec des législatives.

Dans la foulée du 1^{er} octobre, date de la reprise des travaux à l'Assemblée nationale, les 126 députés RN ne devraient, a priori, pas censurer le gouvernement de Michel Barnier. C'est en tout cas ce qu'a soufflé Marine Le Pen à Emmanuel Macron, actant de fait un rapprochement entre les droites et l'extrême droite. Un choix risqué, qui

pourrait rapidement créer des tensions. Le revirement express de Jean-Philippe Tanguy, qualifiant Michel Barnier de « *stupide* » un jour et de « *choix le moins pire* » le lendemain, après l'aval donné par sa patronne à l'Élysée, en dit long sur l'absence d'unanimité autour de cette stratégie. D'autant que, si le RN est perçu comme un soutien à la poursuite de la politique macroniste, une partie de ses électeurs pourrait s'en détacher.

« Dans la perspective de la présidentielle de 2027, le parti sera mis en demeure de choisir entre deux lignes stratégiques périlleuses », estime l'auteur Renaud Large dans une note pour la Fondation Jean-Jaurès. En clair, soit le RN poursuit dans son arnaque sociale en se prétendant défenseur des

plus modestes, soit il accentue son rapprochement avec les patrons en actant un projet libéral – option la plus probable au vu des renoncements de Jordan Bardella pendant la campagne des législatives. Ce samedi, le nouveau programme économique doit

être discuté par les élus. Celui-ci risque de faire débat, car assumer une ligne économique propice à « l'union des droites » est risqué. « Cette stratégie nécessite la poursuite d'un *aggiornamento social et économique* vers des mesures plus libérales, relate Renaud Large. Cela peut fonctionner un temps. Mais l'adhé-

sion électorale du bloc populaire finira mécaniquement par s'éroder face aux reculs sociaux et économiques. »

De plus, en octobre, le parti dirigé par Jordan Bardella aura du mal ■■■

Si le parti est perçu comme un soutien à la poursuite de la politique macroniste, une partie de ses électeurs pourrait s'en détacher.

à s'étaler dans les médias pour justifier son soutien à la droite libérale. La veille de cette rentrée parlementaire, Marine Le Pen et 26 autres élus ou cadres du RN seront entendus en procès pour détournement de fonds publics, accusés d'avoir utilisé l'enveloppe des députés européens entre 2014 et 2019 pour rémunérer des militants travaillant en réalité pour le FN. Son issue pourrait avoir des conséquences sur l'image du parti. « Jusqu'ici, ces affaires, y compris celle autour du prêt russe, n'ont pas ébranlé le RN, observe le politologue Luc Rouban. Mais plus son électorat s'élargit, plus il intègre des citoyens moins fidèles et plus soucieux de la probité des politiques. »

En octobre, Marine Le Pen et 26 autres cadres du RN seront entendus pour détournement de fonds publics.

La nervosité des cadres du mouvement interviewés ces derniers jours en atteste. Alors que *Libération* a révélé que la direction du RN aurait produit de faux documents pour justifier le travail de Jordan Bardella comme collaborateur d'un eurodéputé en 2015, le maire RN de Perpignan, Louis Aliot, n'a pas trouvé mieux que de s'attaquer à la probité du quotidien, comme à celle de *l'Humanité*, accusé

dans un révisionnisme crasse d'avoir été « au service de l'Allemagne nazie ».

Mardi, c'est la députée RN Christine Engrand qui a été épinglée par Mediapart pour ses dépenses farfelues et personnelles payées avec son enveloppe parlementaire. Des « maldresses », s'est-elle justifiée.

En grande confiance jusqu'en juillet, les cadres d'extrême droite se montrent beaucoup plus fébriles depuis. L'échec du second tour des législatives sera au cœur des discussions du week-end, avec un grand ménage à prévoir. Le responsable des élections, Gilles Pennelle, a déjà été évincé en juillet et des têtes devraient continuer de tomber dans les fédérations, désignées responsables des

investitures de dizaines de candidats apparus incompetents pendant la campagne ou dont des déclarations racistes ou homophobes sont ressorties. Ce tri interne alimente déjà les rancœurs, comme celle de David Mégel, congédié de son poste de délégué fédéral du Morbihan. De nombreuses turbulences sont donc à prévoir dans les prochains jours. ■

FLORENT LE DU



Aucune contrainte pour l'actionnaire n'a été actée. RICCARDO MILANI/HANS LUCAS VIA AFP

Des propositions sans éclat pour la presse

MÉDIAS Les états généraux de l'information ont présenté, après un an de travail, leurs résultats, ce jeudi. Il en ressort un sentiment de déception sur les questions sociales et politiques.

Un désappointement à la hauteur de l'enjeu. Après neuf mois de travail, une date de rendu repoussée en réaction à la situation politique de ces derniers mois et au décès inattendu de Christophe Deloire, délégué général du projet, les états généraux de l'information (EGI) ont dévoilé leurs résultats, ce jeudi, lors d'une présentation au Conseil économique, social et environnemental.

En près d'un an, 174 auditions de professionnels, de citoyens, de chercheurs et de chercheuses ont été réalisées, tandis que 22 assemblées citoyennes se sont tenues à travers la France. Malgré ce travail de fond et un grand nombre d'interlocuteurs, aucune surprise ne se démarque au sein de ces propositions. Surtout, les aspects sociaux et politiques du chantier restent au second plan. Un acte manqué tant le contexte de départ – la nomination de Geoffroy Lejeune, ex-rédacteur en chef de l'hebdomadaire d'extrême droite *Valeurs actuelles*, à la tête du *Journal du dimanche* (JDD) – et le contexte actuel – la nomination d'un premier ministre validé par le Rassemblement national – laissaient espérer une autre issue.

Au total, neuf des quinze propositions présentes dans le rapport sont en lien avec le numérique (plateformes, influenceurs, intelligence artificielle, désinformation). Le rapport propose par exemple une redistribution « des richesses captées par les fournisseurs de services numériques » ou la mise en place « d'une contribution obligatoire des plateformes numériques sur la publicité digitale ». De

quoi satisfaire Thibaut Bruttin, directeur général de l'ONG Reporters sans frontières, sur cette question : « Il y a une dizaine de propositions avec lesquelles nous sommes en accord, comme la mise en place du pre-bunking (lutter contre les fausses informations avant leur diffusion sur les réseaux sociaux – NDLR) ou la question de la labellisation des médias. »

LE DROIT D'AGRÈMENT ÉCARTÉ

Les questions de la capitalisation de la presse, de sa concentration aux mains des milliardaires et de la défiance au sein de la population doivent se contenter du reste. Dimension politique mise en lumière par l'arrivée de Geoffroy Lejeune au JDD, l'instauration d'un droit d'agrément sur les nominations des directeurs par les journalistes a été écartée. À la place, les EGI préconisent que les comités d'éthique des entreprises de presse puissent donner leur avis et le rendre public. Problème, rien n'indique que cet avis pourra être contraignant pour l'actionnaire. « Le comité de pilotage n'a pas retenu le droit d'agrément, considérant qu'il ne pouvait pas s'appliquer à toutes les situations », tente de justifier le rapport. « C'est une vraie déception, regrette Bertrand Gréco, ancien coprésident de la société des journalistes du JDD. C'était la mesure qui symbolisait notre bataille, nos semaines de grève, et pour laquelle nous nous sommes battus pendant plus d'un an. » Soit un an d'engagement des acteurs du secteur, pour déboucher sur une coquille vide. ■

TOM DEMARS-GRANJA

(Publicité)

LES VIEUX FOURNEAUX
FÊTENT LEURS 10 ANS
ET ILS NE LES FONT PAS!

Nouvel album le 8/11

Ils ont survécu à la canicule de 2003, à la candidature de Fillon en 2017, à la pandémie de 2020, à la réélection de Macron en 2022 et aux législatives de juin 2024... Les trois octogénaires militants préférés des Français, Antoine, Emile et Pierrot, sont de retour le 8 novembre!

7 tomes déjà disponibles au rayon bande dessinée **DARGAUD**

Au collège, les groupes ne sont pas au niveau

ÉDUCATION Les enquêtes de deux syndicats confirment l'échec de la principale mesure du « choc des savoirs ». Le refus du tri social, mais aussi le manque de moyens en sont les causes principales.

Les premiers signes d'échec de la mise en œuvre des groupes de niveau étaient patents. Une semaine après la rentrée, les chiffres des syndicats viennent confirmer le crash de la mesure phare du « choc des savoirs », voulu par Gabriel Attal, ex-ministre de l'Éducation nationale et ancien premier ministre. Pour le Snes-FSU, principal syndicat du secondaire, opposé à la réforme depuis le départ, 64,5 % des collèges n'ont pas mis en place des groupes de niveau tels que prévu, donc 35,5 % l'ont fait. Pour le SNPDEN-Unsa, syndicat des personnels de direction, 60 % des collèges ont opté pour des groupes hétérogènes, 21,4 % pour des groupes de niveau homogènes, et 18,5 % pour un mélange des deux.

Les (légères) différences entre ces chiffres s'expliquent avant tout par la variété des situations. Des établissements ont mis en place des groupes en français mais pas en

mathématiques, ou l'inverse ; d'autres ont fait des groupes en 6^e, mais pas en 5^e, etc. Des différences géographiques existent également, comme en Seine-Saint-Denis où, après le très fort mouvement de grève de l'an dernier, l'intersyndicale CGT-CNT-FSU-SUD a relevé que moins d'un collège sur dix (8 %) a mis en place des groupes de niveau au sens strict.

TRADUCTION D'UN RAPPORT DE FORCE

Quoi qu'il en soit, l'opposition très majoritaire de la profession au « tri des élèves » s'est bel et bien traduite dans les faits. Le SNPDEN y voit le fait que « *les collèges ont su s'emparer de la souplesse que la ministre (Nicole Belloubet - NDLR) avait donnée depuis le mois de mars* ». Sans doute. On peut y voir aussi la traduction d'un rapport de force : dans de très nombreux conseils d'administration de collège, professeurs et parents d'élèves (la FCPE,

première fédération de parents, demandait l'abandon de la réforme) se sont fermement opposés aux groupes de niveau... et les chefs d'établissement n'ont eu d'autre choix que d'en tenir compte.

Ils l'ont fait d'autant plus aisément que la mise en place des groupes, homogènes ou hétérogènes, a été coûteuse en moyens : selon l'enquête du SNPDEN, près de la moitié (46 %) des collèges ont manqué d'heures financées pour appliquer la réforme. Conséquence, plus des deux tiers des

établissements (68 %) ont dû tailler dans l'existant, au détriment des dédoublements (en sciences ou en langues) pour 47 % d'entre eux, voire (6 %) en supprimant des dispositifs pédagogiques ou des options – le latin, par exemple, en a fait les frais. Dernière conséquence : la dégradation des emplois du temps, pour les enseignants comme pour les élèves. L'extension des groupes aux classes de 4^e et 3^e, prévue dès la rentrée 2025, risque de ne pas aller de soi... ■

OLIVIER CHARTRAIN



Seulement 35,5 % des collèges ont mis en place la réforme, selon le Snes-FSU.

HANLUCA VIA AFP

(Publicité)



HAVAS - RATP RCS Paris B 775 663 438. Crédit photo : Yann Sioffer.

Ne laissons personne sur le quai.

Le Recueil Social de la RATP œuvre depuis plus de 30 ans auprès des plus démunis, pour leur apporter aide et assistance. Et ce n'est qu'un de nos engagements en matière de responsabilité sociale et environnementale.

ratpgroup.com/recueil-social



**GROUPE
RATP**

EN LUTTE

**PROFS MOBILISÉS À COLMAR**

Les enseignants du lycée Camille-Sée à Colmar, dans le Haut-Rhin, ont déposé un préavis de grève pour le 19 septembre, après avoir déjà manifesté mardi. Ils dénoncent des soucis d'emploi du temps et de disponibilité des salles.

GRÈVE À BOEING

Les 33 000 travailleurs de Boeing ont voté jeudi sur le lancement d'une grève dans les chaînes d'assemblage de son avion vedette, le 737. Ils contestent la proposition de nouvelle convention collective et réclament 40 % d'augmentation de leurs salaires sur trois ans.

LES AMBULANCIERS À L'ARRÊT

Les ambulanciers de la société Moovéo de Grasse et d'Antibes (Alpes-Maritimes) sont en grève depuis mercredi. Ils dénoncent la dégradation de leurs conditions de travail, le non-respect des horaires et la remise en cause de l'augmentation des salaires.

Quand les machines parlent aux machines

RECRUTEMENT De plus en plus de sans-emploi utilisent des intelligences artificielles pour rédiger des CV adaptés aux offres. Quant aux employeurs, ils sont depuis longtemps adeptes de l'automatisation massive du tri des candidatures.

Difficile de déshumaniser davantage les processus de recrutement. Selon des sondages réalisés par plusieurs cabinets, entre 40 et 60 % des candidatures envoyées pour certaines offres d'emploi, particulièrement dans les nouvelles technologies ou la finance, ont été rédigées au moins partiellement par une intelligence artificielle générative de type ChatGPT. Les chiffres fournis par le réseau social professionnel LinkedIn confirment cette tendance. Certaines offres d'emploi qui y sont publiées reçoivent plusieurs centaines de réponses dès les premières heures. France Travail encourage la pratique : « Le demandeur d'emploi doit justifier quantitativement les candidatures qu'il a envoyées pour justifier ses indemnités », pointe Pierre Garnodier, secrétaire général du Comité national des travailleurs privés d'emploi et précaires CGT. « C'est nécessaire, mais pas suffisant et heureusement que les conseillers, par leur travail, apportent encore un peu d'humain. » Ceux qui sont à l'aise avec l'outil peuvent en tout cas décupler le nombre de CV envoyés à la journée.

Les vendeurs de solutions de tri de candidatures à l'aide de l'intelligence artificielle sont ravis de cette évolution, même si les gros employeurs, l'intérim en particulier, n'ont pas

attendu cet afflux de candidatures automatisées pour y remédier. « Ces outils permettent à la fois de trouver des profils potentiellement qualifiés et de trier les candidatures en grand nombre », explique Jean Eudes Yahouedeou, patron de Seeqle, start-up qui vend justement une solution de ce type. « Ce n'est pas seulement une question de filtrer, mais de qualifier et de hiérarchiser les candidats pour offrir aux recruteurs une vue d'ensemble des meilleurs talents disponibles, même parmi des centaines de candidatures. »

Telle est, en tout cas, la promesse. Mais pour que ces programmes fonctionnent, les offres d'emploi doivent être adaptées aux IA. Les recruteurs ajoutent à leur annonce moult « compétences » qui font office de mots-clés. La machine va rechercher sur les CV et lettres de motivation des candidats ces mêmes termes, ou les diplômes y faisant référence. Cela fonctionne ni plus ni moins comme un algorithme de sites de rencontres. Pour permettre ce tri drastique,

les compétences requises sont de plus en plus nombreuses, sans rapport forcément avec le poste. Par exemple, ce début septembre, Disneyland recherche un serveur et publie l'annonce sur des plateformes d'emploi. Une vingtaine de compétences étranges sont mentionnées : comme « médias et divertissement », « centre aéré », « gestion d'équipe » ou encore « dessin ». Dans une autre annonce, cette fois de vendeur dans une enseigne de bricolage, le candidat doit aussi avoir les compétences « publicité » ou « architecture d'intérieur ». La mention de tous ces mots-clés sera pondérée en une seule note. Et d'excellents vendeurs ou serveurs seront écartés parce que, méconnaissant le traitement algorithmique de leur candidature, ils n'auront pas mis tous les mots-clés requis. « Nous voyons là le résultat d'un bouleversement en profondeur des politiques de la formation professionnelle et de l'emploi », analyse Pierre Garnodier. « France Travail ne parle plus de savoir-faire, ni de métier, mais de



L'AGENDA



16 septembre Le personnel navigant commercial d'EasyJet sera en grève pour une durée illimitée, à la suite de l'annonce du départ de la compagnie de Toulouse.

19 septembre L'intersyndicale de la protection judiciaire de la jeunesse se mobilise contre le non-renouvellement de centaines de contrats et pour un service public de qualité.

26 septembre Rassemblement à midi devant le ministère des Transports, à l'appel de la CGT cheminots.
28 septembre Le collectif Avortement en Europe, les femmes décident, invite à manifester lors de la Journée

internationale pour le droit à l'avortement.
1^{er} octobre Journée interprofessionnelle pour les retraites, les salaires, l'égalité femmes-hommes et les services publics.

compétences et de savoir-être. Ainsi, en métallurgie, ce ne sont plus les qualifications qui déterminent le salaire, mais le poste », déplore le syndicaliste.

Mais des outils vont plus loin que la simple analyse des mots-clés. Les programmes les plus poussés proposent même de faire passer des entretiens en visioconférence, et d'analyser les émotions et personnalités des candidats par la reconnaissance faciale et de la voix... Seeqle permet de son côté « l'exploration des réseaux sociaux professionnels pour croiser les informations et vérifier la cohérence des profils (LinkedIn, par exemple) » ou encore la détection des signaux faibles ou des soft skills, ces compétences psychosociales très à la mode. « Notre IA est capable d'identifier des qualités comme l'esprit d'équipe, la capacité d'adaptation ou la gestion du stress à partir de l'analyse des expériences professionnelles, des recommandations et, parfois, des interactions en ligne », assure Jean Eudes Yahouedeou. « J'imagine que si un chômeur "retweete" ou "like" les messages de la CGT, cela n'aide pas sa candidature, réagit de son côté Pierre Garnodier. Il faut mettre en garde les privés d'emploi sur leurs traces numériques, alors qu'à l'inverse, France Travail les pousse à créer des profils LinkedIn. »

UN TROU DE PLUS DE SIX MOIS DANS SA CARRIÈRE CONDUIT À UN REJET DE LA CANDIDATURE

En 2022, un groupe de recherche interdisciplinaire de l'université de New York a lancé plusieurs tests sur des IA de recrutement, dont la plus connue, Humantic, serait utilisée par 90 % des plus grosses entreprises états-uniennes. Les expériences sont édifiantes. Les profils LinkedIn et Twitter d'une même personne ont par exemple donné des analyses psychologiques complètement opposées. Ou encore deux IA concurrentes ont dressé des profils psychologiques radicalement différents à partir d'un même CV. Les chercheurs se sont

« Il faut mettre en garde les privés d'emploi sur leurs traces numériques. »

PIERRE GARNODIER, SECRÉTAIRE DU COMITÉ NATIONAL DES TRAVAILLEURS PRIVÉS D'EMPLOI ET PRÉCAIRES CGT

aussi aperçus qu'avoir un trou de six mois et plus dans sa carrière, qu'elle qu'en soit la raison (chômage, congé parental, longue maladie...), conduit quasi systématiquement à un rejet du CV. Ce travail n'est pas isolé. La Bank of America a lancé un audit sur son propre outil et s'est aperçue, sans savoir expliquer pour quoi, que les candidats de plus de 40 ans avaient 30 % de chance en moins d'être rappelés que les plus jeunes. À chaque fois, les éditeurs de ces IA ont balayé la critique, estimant que les échantillons étaient trop faibles.

Ces expériences de rétro-ingénierie restent néanmoins la seule manière de mettre en lumière les dysfonctionnements et discriminations, puisque le recruteur lui-même n'a sous les yeux que les notes que l'IA a attribuées aux candidats, sans en maîtriser réellement le barème. Comment se retourner contre un potentiel employeur qui a acheté une boîte noire à un tiers et n'a même pas conscience qu'il discrimine potentiellement ? « Cela me rappelle l'algorithme de la CAF, qui alloue des scores de risques plus élevés si on est étranger, ou une femme seule ou en instance de divorce », souligne Pierre Garnodier en citant la Quadrature du Net. « France Travail aussi veut allouer aux chômeurs un score d'employabilité. Qu'y aura-t-il derrière ? Comment seront notés les travailleurs en situation de handicap, les chômeurs de longue durée, ceux en rémission d'une longue maladie ? » s'inquiète le syndicaliste. ■

PIERRIC MARISSAL



Une restructuration a été engagée avec la cession de magasins à la concurrence. Ici, la dépose du logo du supermarché de Poitiers, dans la Vienne, en 2023. JEAN-FRANÇOIS FORT/HANS LUCAS/AFP

PSE chez Casino : un « volet social trop faible » selon les syndicats

DISTRIBUTION Après être tombé dans le giron du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky et avoir engagé une vaste restructuration, le groupe a lancé un « plan social », prévoyant la suppression de plus de 3 000 postes en magasin, au siège et dans la logistique.

Sept « plans de sauvegarde de l'emploi » (PSE) dans sept entreprises du groupe Casino, environ 3 000 salariés concernés, c'est le plus grand « plan social » de 2024 en France. Les organisations syndicales ont négocié tout l'été avec les équipes de direction pour arracher des améliorations sur les modalités des licenciements. Si les quelques avancées obtenues illustrent le rôle central des syndicats dans la défense des droits des travailleurs, la plupart d'entre eux dénoncent un volet social trop faible et soulignent le manque d'informations fournies par la direction du groupe Casino durant la procédure.

Alors que les dirigeants du groupe affirment avoir organisé des reclassements externes anticipés à la demande des syndicats, c'est bien trop peu, selon Bruno Mesmin, délégué syndical CFDT et salarié chez Easydis, la branche logistique du groupe Casino : « Les employés des quatre entrepôts qui ont déjà fermé vont subir des licenciements secs, ce qui représente 500 à 600 personnes. Soixante personnes

dans notre entreprise ont pour l'instant été reclassées. » Il ajoute que « 25 magasins n'ont pas trouvé de repreneurs et vont devoir fermer ».

Un discours confirmé par Dave Boiveau, lui aussi délégué syndical Easydis, côté CGT : « Nous avons demandé avant le plan social la mise en place de reclassements externes anticipés, ou de dispenses d'activité permettant aux salariés de mettre leur contrat en suspension tout en bénéficiant du PSE, mais la majorité des départs restent des départs contraints. » Il confie avoir signé le PSE à contrecœur, « pour suivre la volonté des salariés », sans avoir pu négocier les congés de reclassement et les indemnités supralégales.

DOMMAGE QUE LES SYNDICATS NE SOIENT PAS RESTÉS SOUDÉS

Pascal Pachod, délégué central CGT Distribution Casino France, en charge des magasins Casino, dénonce, lui, un « monologue de la direction, qui nous a dit que le PSE sera signé soit selon ses conditions, soit au minimum légal ». Du côté de la CFDT, minoritaire chez Easydis et qui n'a pas signé l'accord, on

déplore que les syndicats ne soient pas restés soudés jusqu'au bout, ce qui aurait pu permettre « d'obtenir plus de garanties ».

Les discussions se sont mieux déroulées au siège de Monoprix (propriété de Casino), où 95 personnes sont concernées par le plan social, selon Patricia Virfolet, déléguée syndicale centrale CFDT : « La plupart de nos demandes ont été acceptées, nous avons obtenu une revalorisation des indemnités supralégales et des congés de reclassement par rapport à ce qui était proposé par la direction, ainsi que la mise en place de primes dans certains secteurs et la prise en charge des formations. »

Contactée par l'Humanité, la direction de Casino affirme accompagner « l'ensemble des salariés tout au long de ce plan de sauvegarde de l'emploi, qu'ils soient concernés ou pas par des suppressions de postes » et que « chaque personne se verra proposer une solution adaptée à sa situation ». Elle ajoute également que les représentants du personnel ont été informés des différentes mesures d'accompagnement. ■

LÉO SCHILLING

L'Allemagne et l'Europe frappées par le sous-investissement



Mario Draghi et Ursula von der Leyen lors de la remise de l'étude, le 9 septembre à Bruxelles.

EUROPE À la suite du retentissant rapport Draghi, les patrons d'outre-Rhin sonnent l'alarme : face à la désindustrialisation qui a commencé de toucher leur pays, une politique expansive du crédit semble indispensable, en contradiction avec la volonté d'austérité de Berlin et de la commission européenne.

L'étude est venue confirmée toutes les craintes soulevées au début de la semaine par le rapport Draghi sur les immenses déficits d'investissements qui mettent à mal la compétitivité de l'industrie européenne face à ses concurrentes états-uniennes ou chinoise. Coréalisée par le Boston Consulting Group (BCG) et l'institut de conjoncture de Cologne IW, elle établit que pas moins de 20 % de la production industrielle de la première économie de la zone euro sont menacés.

Commanditaire de l'étude, Siegfried Russwurm, président de la Fédération patronale allemande de l'industrie (BDI), tire la sonnette d'alarme : « *Le processus de désindustrialisation est déjà là.* » Et, en effet, le ralentissement de l'activité observé ces dernières semaines pousse l'Allemagne vers la récession. Des groupes comme le géant de la chimie BASF ont engagé des processus de délocalisation, tandis que, dans le secteur automobile, Volkswagen va même jusqu'à annoncer, pour la première fois de son histoire, des fermetures d'usines sur le territoire national (l'Humanité du 3 septembre).

Pour inverser la tendance, il faudrait quelque 1 430 milliards d'euros d'investissements supplémentaires d'ici à 2030, relèvent les auteurs de l'étude. Ceux-ci et le

patronat allemand se tournent explicitement vers les instances politiques du pays pour que soient trouvés les moyens de stimuler de nouveaux crédits publics et privés. Seulement, soumise à l'application du « frein à la dette » (Schuldenbremse), qui interdit tout dépassement du seuil de 0,35 % de déficit public fédéral, l'Allemagne affiche des retards d'investissement considérables dans tous les services publics et singulièrement dans l'éducation, la santé ou encore les infrastructures de transport... dans un pays où l'arrivée d'un train à l'heure est devenue l'exception, pour les usagers à cran de la Deutsche Bahn.

Ces problèmes dépassent largement les frontières de l'Allemagne. Dans un rapport retentissant rendu public quelques heures auparavant et commandité par la présidente de la Commission européenne, Mario Draghi, l'ex-président de la BCE, en fait l'une des raisons essentielles d'une chute de la compétitivité qui menace toute l'économie européenne (lire l'humanité.fr du 10 septembre). Il tire, lui aussi, la sonnette d'alarme : faute d'investissements conséquents dans l'innovation et les services, avance-t-il, l'Europe se condamnerait à une « lente agonie », incapable d'affronter la concurrence états-unienne et la montée en puissance de la Chine. Et d'évoquer une croissance du « revenu disponible réel par habitant presque deux fois plus rapide aux États-Unis qu'en Europe depuis 2000 ».

IL FAUDRAIT 750 À 800 MILLIARDS D'EUROS PAR AN

Là aussi, l'analyse entre en contradiction avec la détermination affichée par Bruxelles, Paris ou Berlin pour se plier désormais aux plus sévères programmes d'austérité. Elle en prend même l'exact contrepied quand elle estime qu'il faudrait « consacrer annuellement 750 à 800 milliards d'euros supplémentaires » à des grands investissements dans la formation, les infrastructures, les services et les nouvelles technologies pour que l'Europe puisse redevenir compétitive.

« Ces énormes besoins de financements illustrent la maturité d'une vraie alternative à la politique de création monétaire de la BCE », relève l'économiste communiste Denis Durand. Il propose que les formidables besoins de crédits « pour les services publics, l'emploi, la formation et le climat, si cruciaux pour le bien commun des Européens », puissent être avancés « à taux nul » par un fonds communautaire ad hoc. Et de plaider pour un nouvel âge de la démocratie où citoyens et salariés pourraient enfin avoir voix au chapitre pour définir les conditions d'accès à ces nouveaux crédits gratuits, en censurant les opérations purement financières ou spéculatives

Le rapport de l'ex-patron de la BCE se fait d'une discrétion absolue sur les politiques néolibérales qui ont précarisé massivement les salariés.

« pour promouvoir, à l'inverse, celles utiles à tous ». S'il dresse un constat accablant des retards d'investissements, le rapport de l'ex-patron de la BCE se fait en effet d'une discrétion absolue sur les politiques néolibérales qui ont précarisé si massivement les salariés, pesant sur leur motivation comme sur leur propre capacité d'innovation.

Surtout, il continue de privilégier les intérêts du capital quand il propose, comme moyen de soutenir les immenses besoins européens de financement, l'émission de titres de dette communs. Or, un recours massif à ces bons du Trésor européen établirait une fuite en avant fédéraliste qui rendrait, au bout du compte, l'Europe toujours plus dépendante des marchés financiers. De plus, le rapport Draghi insiste sur le financement de dangereux projets dits « stratégiques » pour la constitution d'un super bloc militaire européen. ■

BRUNO ODENT

Le Hamas se dit prêt à un accord, Netanyahu bloque

PROCHE-ORIENT Après des frappes meurtrières sur des écoles de la bande de Gaza, le mouvement islamiste appuie le plan présenté en mai par Joe Biden, tandis que le premier ministre israélien s'oppose à toute demande de retrait de l'armée.

Ajouter de la désolation au champ de ruines est encore possible à Gaza. Ce 11 septembre, une école qui accueillait des déplacés dans le camp de réfugiés de Nouseirat (centre de la bande de Gaza) a été l'objet de deux bombardements israéliens, faisant 18 morts, dont 6 collaborateurs de l'ONU.

« Cette école a été bombardée cinq fois déjà depuis le début de la guerre », rappelle l'UNRWA sur X, affirmant que cet établissement accueillait 12 000 réfugiés, « principalement des femmes et des enfants ». Quelques heures plus tôt, 14 Palestiniens avaient trouvé la mort dans une attaque aérienne sur une autre école servant d'abri.

C'est dans ce contexte que le Hamas a annoncé avoir rencontré des responsables qatariens et égyptiens à Doha, et s'est dit prêt à mettre en œuvre

immédiatement un accord basé sur le plan du président états-unien, Joe Biden, et la résolution 2735 du Conseil de sécurité sur un cessez-le-feu. Dans un communiqué, le mouvement islamiste précise qu'il ne formulera pas « de nouvelles exigences ».

REJET DE TOUTE INGÉRENCE UNE FOIS LA GUERRE TERMINÉE

Le document américain comporte trois phases pour parvenir à faire taire les armes en échange de la libération des otages israéliens. Comme le précisait le directeur du Centre de recherche et d'information Israël-Palestine (Ipcr) et ex-négociateur pour Israël, Gershon Baskin, dans nos colonnes (lire l'Humanité du 9 septembre), lors de la première étape de ce plan, « Israël devrait se redéployer hors des zones peuplées et, durant ces six semaines, le Hamas libérerait 32 otages ». Si

Washington plaide pour le retrait de l'armée israélienne du corridor stratégique de Philadelphie – une zone de 14 km le long de la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza –, le premier ministre Benjamin Netanyahu continue de s'y opposer et de retarder ainsi tout accord par son intransigeance. Selon le porte-parole du Conseil de sécurité nationale, John Kirby, l'autre obstacle réside dans le nombre et l'identité de prisonniers palestiniens à libérer en échange des otages.

Le Hamas plaide pour le retrait total à terme de l'armée d'occupation de l'ensemble du territoire, comme le prévoit le document états-unien. Le mouvement rejette en outre toute ingérence dans la bande de Gaza, une fois la guerre achevée, précisant que la gestion du territoire devra demeurer une « affaire palestinienne interne ». ■

LINA SANKARI

Annonces classées

Passez votre annonce dans

l'Humanité

magazine

+ **www.humanite.fr**

Contactez
- Laure Thierry
01 49 22 74 49
laure.thierry@comediance.fr

Vacances



IJVTLC créateur de voyages riches de découvertes et de rencontres vous propose 3 nouvelles escales :

Le Vietnam du Nord au Sud
11 au 26 novembre 2024 (16 jours/14 nuits)
Prix TTC (taxes aériennes incluses sujet à modification)
A partir de 2910 € (minimum 20 personnes)



Voyage d'exception "Corée du Sud, pays du matin calme"
28 février au 14 mars 2025 (15 jours/12 nuits)
Prix TTC (taxes aériennes incluses sujet à modification)
A partir de 4160 € (minimum 20 personnes)



Détail des programmes sur demande, informations et réservations

IJVTLC
06 85 07 83 02 contact@ijv-voyages.com

Divers

PRESENT AU FORUM SOCIAL DE LA FETE DE L'HUMANITE



Communication

OBJETS et TEXTILE PERSONNALISÉS

ASSOCIATIONS, COLLECTIVITÉS, SYNDICATS POUR TOUTS VOS BESOINS



communication.com

MARQUAGE DANS NOS ATELIERS FRANCE

02 32 18 07 70 @LMcommunication.com



Sur les Traces de la Révolution...

1er Mai à La Havane

2980€TTC
par pers. en chb DBL
(16 Jours)
22/04/25 - 07/05/25

Libre Découverte...

3150€TTC
par pers. en chb DBL
(21 jours - toute l'île)
06/03/25 - 28/03/25

2660€TTC
par pers. en chb DBL
(16 jours)
04/04/25 - 19/04/25

Fête de l'Humanité
Stand CUBA LINDA
Territoires Solidaires

www.cubalinda.fr
05 53 08 96 66

Carnet

Maguy Roire, née Pezzetta, est décédée
à l'âge de 88 ans.

Longtemps journaliste à l'Humanité Dimanche, ancienne documentaliste de presse, la retraitée a ensuite œuvré au magazine du Camping Club de France. Adhérente de longue date à l'Association des journalistes du patrimoine (AJP), elle en était la trésorière. Elle était également très engagée au sein des Amies et Amis de la Commune de Paris et de leur commission littérature où elle a rédigé de nombreuses notes de lecture pour leur bulletin. Très attachée à notre journal, elle comptait parmi les Amis de l'Humanité. Ses obsèques ont eu lieu le 11 septembre, au cimetière du Père-Lachaise à Paris. L'Humanité présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.



l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil. Tél. : 09 67 32 09 34. E-mail : oborscha@boconseilame.fr

Vente militante 01 49 22 73 47

Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

Directoire

Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon, directeur des développements

Conseil de surveillance

Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité,

Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité

Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)

Numéro ISSN 0242-6870

Dépôt légal Date de parution

Commission paritaire 1124 C 79615

Tirage du 11 septembre 38 556 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG.
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



FACE AUX ATTAQUES DE CERTAINS MILIEUX FINANCIERS ET REACTIONNAIRES PERSONNE NE NOUS FERA TAIRE SOUTENEZ-NOUS!

JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT €

NOM / PRÉNOM _____

E-MAIL _____

TÉL. _____

ADRESSE _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____

☐ J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.

Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble calliope, 5 rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

OU JE FAIS UN DON EN LIGNE!

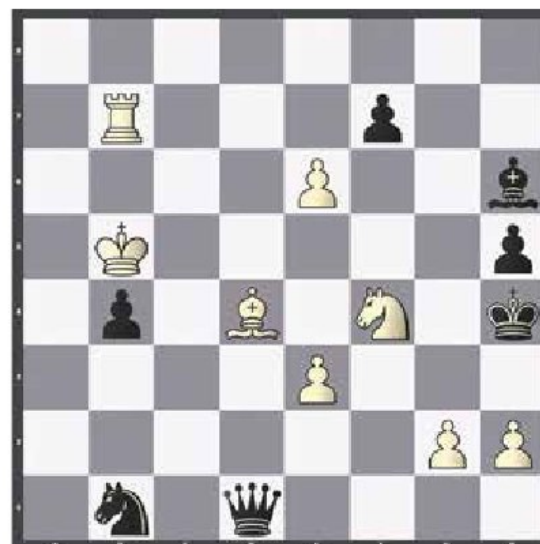
DÉFISCALISATION
VOTRE DON DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔTS DE 66%, DANS LA LIMITE DE 20% DU REVENU IMPOSABLE.
Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

☐ Je fais un don de 1 à 499 € : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

☐ Je donne 500 € ou plus : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en Partage.

l'Humanité **l'Humanité** **Humanité.fr**

LE COIN DU FOU par Éric Birmingham



Niveau de difficulté : *facile, **difficile, ***très difficile

ETUDE DE A. KASANTJEV, 1967 ***
Les Blancs jouent et gagnent

SOLUTION : 1.e7 (le pion file à promotion) 1...Ca3+ 2.Rb6 Cc4+ 3.Rc5 Da4 (empêche e8=D) 4.Txh4 Da7+ 5.Rxc4 Dxe7 6.Cg6+! f7xg6 (forcé sinon la Dame est perdue.) 7.Ff6+ Dxf6 (de même) 8.Rd5+ Rg5 (si : 8...f7x4 9.Txf4+ Dxf4 10.exf4 Rg4 11.Re4+- la finale de pions est gagnée.) 9.h4+ Rf5 10.g4+! hxg4 11.Tf4+! f7xf4 12.e4# 1-0

Code des symboles : ! Très bon coup ■ !! Coup excellent ■ ? Coup faible ■ ?? Très mauvais coup ■ ?! Coup douteux ■ !? Coup Intéressant ■ +- Avantage décisif pour les Blancs ■ -- Avantage décisif pour les Noirs ■ + Échec au Roi ■ 1-0 Victoire des Blancs ■ 0-1 Victoire des Noirs ■ 0,5 Partie nulle ■ # Mat



Devenons l'énergie qui change tout.

POUR LE CLIMAT, TOUTES LES ENERGIES NE SE RESSEMBLENT PAS.

Choisir l'électricité d'EDF produite à près de 98% sans émission de CO₂*,
c'est faire le choix d'une énergie plus respectueuse de l'environnement.

RCS PARIS 552 081 817



L'énergie est notre avenir, économisons-la!

*L'électricité d'EDF est à près de 98% sans émission de CO₂ en France. Émissions directes, hors analyse du cycle de vie des moyens de production et des combustibles - chiffre 2023, périmètre EDF SA, source : edf.fr/climat.



«En festival, j'aime amener des moments d'espoir»

Sacrée meilleure artiste féminine aux Victoires de la musique en 2021, Pomme creuse son sillon sur la scène française. Depuis bientôt dix ans, elle sème ses chansons à textes intimes, sensibles et engagés entre la France et le Canada, où elle vit une grande partie de l'année. À 28 ans, l'autrice-compositrice-interprète à la voix céleste compte déjà quatre albums studio à son actif : *À peu près* (2017), *les Failles* (2019), *Consolation* (2022). Et pour écrire son dernier album-concept orchestral, *Saisons*, elle a pris du recul afin d'observer le monde et de célébrer la nature. Face à son public, l'artiste éprise de liberté délivre aussi des messages de tolérance et d'espoir.

Que représente pour vous la Fête de l'Humanité ?

C'est la première fois que je vais y jouer. Cela me plaît de me produire dans des festivals engagés politiquement et qui prennent position parce que, moi-même, je le fais sur les réseaux sociaux. C'est important que la musique soit accompagnée de messages positifs, surtout en ce moment.

Allier art et engagement est-il essentiel à vos yeux ?

Que l'engagement soit écologique, politique ou qu'ils agisse de festivals solidaires, cela revêt beaucoup de sens pour moi. Historiquement, les artistes ont toujours été présents dans les luttes sociales, des personnalités qui ont la capacité de rassembler, de sensibiliser d'une façon peut-être plus délicate, plus poétique et plus facile pour celles et ceux qui trouvent la politique compliquée à comprendre. Les artistes n'ont pas d'intérêt politique, ils ne se présentent pas pour être députés, leurs discours sont faits avec l'émotion et avec le cœur.

Concevez-vous toujours la scène comme une petite maison dans laquelle le public peut se reposer ?

Oui, car ce spectacle est d'abord un lieu de réconfort. J'ai aménagé l'espace pour que tout le monde s'y sente bien. J'y joue des morceaux de mes albums *les Failles* et *Consolation* en intégrant des titres de mon petit opéra, *Saisons*. Il y a de la douceur et une aquarelle d'émotions avec des moments de joie. Surtout, en festival, j'aime amener des moments d'espoir que j'exacerbe par rapport aux salles de concert. J'invite davantage les gens à chanter, à danser, car ils viennent aussi pour ça.

Vos chansons invitent à la méditation, à l'introspection...

Oui, et j'ai l'impression que ma présence dans les festivals fait du bien parce qu'on arrive avec un groupe de

CONCERT Claire Pommet, alias **Pomme**, est l'une des têtes d'affiche de la Fête de l'Humanité. L'artiste engagée se produira ce dimanche 15 septembre sur la scène Angela Davis, entre folk, électro et musique classique.

ENTRETIEN



Dans son dernier album, sorti en mars 2024, Pomme explore les saisons et mois de l'année par la musique.

cinq musiciennes à jouer de la musique live, sans ordinateur. Il y a une vraie scénographie qui comporte des éléments de décor en 3D comme au théâtre, avec des sortes de collines recouvertes de lichen et de champignons qui s'allument. Ce côté plus théâtral crée un espace de consolation, de méditation et de douceur.

Dans *Saisons*, vous chantez : « Je ne suis pas encore là où tu m'attends. » C'est ce que vous avez envie de dire au public ?

C'est une personnification du printemps qui dit : « Je ne suis pas encore là, mais attends... j'arrive. » Cette phrase a énormément de sens dans beaucoup d'aspects de ma vie, c'est cette idée de constamment évoluer. C'est aussi s'enlever un peu de pression sur le fait de savoir qui l'on est. Il y a aussi ce regard des autres, et dans mon cas le fait de grandir avec le regard du public puisque j'ai commencé à faire de la musique à l'adolescence. C'est aussi l'idée d'être connectée le plus possible à mon intuition sans perdre le lien avec les gens.

« Je me suis émancipée de la vision commerciale qui va à l'encontre de ma vision de l'art. »

Depuis le début de votre carrière, vous construisez votre œuvre en vous émancipant...

Complètement. J'ai récupéré la production de mes albums, la coproduction de ma tournée, et j'ai l'impression que, depuis le début, toute ma stratégie a consisté

à être la plus indépendante possible. Je me suis émancipée de la vision commerciale et de profit qui va à l'encontre de ma vision de l'art. Au départ, j'étais une enfant qui écrivait des chansons pour s'exprimer sur ce qu'elle ressentait et je ne vois pas pourquoi je devrais changer. Cela a été vital, comme manger ou dormir. Si c'est modifié pour des raisons de « case » alors, pour moi, ça n'a plus de sens de faire de la musique.

Le clip de *Saisons* exprime le fait que la chanson permet de briser la glace et de retrouver son identité...

Je pense que l'art et la musique sont des espaces magiques où beaucoup de choses sont possibles ; parfois on sous-estime l'impact de l'art dans les problématiques de société. Je suis à un moment de ma vie où j'ai envie d'explorer beaucoup plus. Quand on sort de sa zone de confort, on va vers les autres, et c'est là qu'on se transforme, qu'on grandit.

Vous avez déclaré : « J'aimerais que les gens hors norme comme moi soient de plus en plus inclus et acceptés dans la société. » Pensez-vous que cela avance en France ?

La montée de l'extrême droite est terrifiante parce que ça pourrait être une catastrophe pour toutes les avancées sociales et toutes les personnes qui ne rentrent pas dans le moule. J'ai l'impression que dans les milieux où j'évolue, des choses avancent dans le bon sens. Par exemple, de plus en plus de personnes queer sont médiatisées, il y a davantage de discussions ouvertes sur le racisme, les femmes vont dans les médias pour dénoncer le sexisme, les violences sexuelles. J'espère que la situation politique va permettre que tout cela continue.

À quelle autre époque auriez-vous aimé vivre ?

En termes d'esthétique, de pensée, de musique, j'aurais aimé être jeune adulte dans les années 1960 et 1970, au moment de la libération des femmes ; j'ai l'impression qu'il y avait une espèce de vivre-ensemble et difficile à retrouver aujourd'hui. D'ailleurs, je finis mon concert autour du même micro avec mes musiciennes, dans l'envie de se rassembler, de créer une pensée et un espoir collectifs pour le futur. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR INGRID POHU

Saisons, Pomme, Sois sage musique/Virgin.

Un banquet musical pour célébrer Jaurès et l'Humanité

ANNIVERSAIRE

Le collectif de musiciens les Grandes Bouches sera sur la scène Angela Davis, dimanche à 14 heures, pour célébrer les 120 ans du journal et commémorer les 110 ans de l'assassinat de son fondateur. Avec le concours du président des Amis de l'Humanité, le plasticien Ernest Pignon-Ernest.

« **Q**u'est-ce qui, cent dix ans après sa mort, nous réveille encore dans la pensée

de Jaurès ? » interroge le chanteur et instrumentiste Philippe Dutheil, membre fondateur du collectif toulousain les Grandes Bouches, une excroissance du groupe Motivés !, que le musicien avait fondé aux côtés de Zebda au tournant des années 2000.

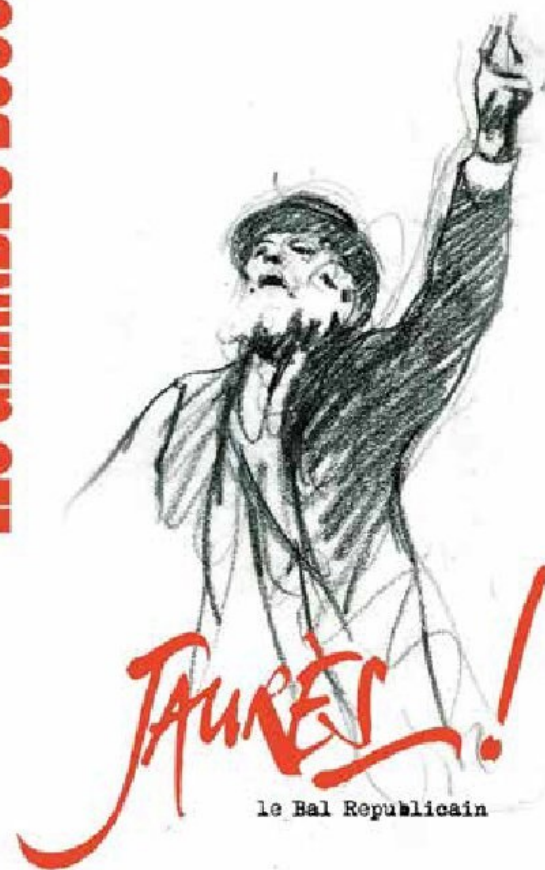
En 1914, Jean Jaurès tombait sous les balles d'un nationaliste forcené, la veille de la déclaration de guerre. Dix ans plus tôt, il créait notre journal pour travailler « à la réalisation (d'une) humanité » qui allait s'abîmer sur un terrible charnier. *L'Humanité* ne pouvait faire l'impasse sur ce double anniversaire qui pourrait être entendu comme une triple actualité : la nécessité de faire vivre un journal « indépendant des puissances d'argent », « sans nous arrêter aux diversités et aux contrariétés de tactiques et de formules », conjurer le péril nationaliste et transformer la société.

BONNES ONDES MILITANTES

Car, si l'histoire ne se répète jamais, il lui arrive de bégayer. Hier comme aujourd'hui, l'alliance des nationalismes et du capital, comme la mainmise des milliardaires sur les outils d'information menacent la démocratie et nous rappellent au souvenir de Jaurès, dont les Grandes Bouches s'efforcent à dépoussiérer la statue pour restituer une pensée en actes.

C'est avec cette ambition que les musiciennes et musiciens du collectif ont monté *Jaurès ! Le bal républicain*, à l'occasion du centenaire de la mort du théoricien et homme politique. Après

LES GRANDES BOUCHES



avoir vadrouillé dans la France entière, le spectacle sera accueilli ce dimanche, en début d'après-midi, sur la scène Angela Davis de la Fête de l'Humanité, version grand-angle.

« Il s'agit d'un projet très citoyen », insiste Philippe Dutheil. « L'héritage de Jaurès est à la fois

Sur scène, Ariane Ascaride déclamera extraits de discours et des vers de Francis Ricard et Pierre Soletti.

désespérant parce qu'il a plus de 100 ans, mais aussi un émerveillement parce qu'il est aujourd'hui absolument nécessaire », expose celui qui, avec ses musiciens, a diffusé ses bonnes ondes militantes dans les chorales populaires, auprès des Amis de l'Humanité ou encore du Secours populaire français.

Sur scène, les Grandes Bouches convoquent la tradition des banquets républicains au cours desquels, dit-on, Jaurès poussait parfois la chansonnette. Puisant dans quelques discours fameux, ou empruntant les vers des poètes Francis Ricard et Pierre Soletti, ils ont sollicité la comédienne Ariane Ascaride pour en assurer la déclamation. Pour la Fête de l'Humanité, les Grandes Bouches se sont associées à l'orchestre Colonne, vénérable institution elle aussi gagnée par des idéaux autogestionnaires et d'éducation populaire, qui souffle cette année ses 150 bougies.

Le spectacle bénéficiera enfin du concours du grand plasticien Ernest Pignon-Ernest, président des Amis de l'Humanité, qui a prêté une trentaine de ses œuvres pour l'occasion. Celles-ci seront projetées sur la scène Angela Davis, pour un moment qui s'annonce aussi poétique que visuel et musical. De quoi éveiller les consciences trop assoupies. ■

CLÉMENT GARCIA



Amine Kessaci, candidat du NFP, à Marseille (Bouches-du-Rhône) le 25 juin.
CLÉMENT MAHOUDÉAU/RIVA PRESS
POUR L'HUMANITÉ

AGORA

Comment la gauche peut regagner l'électorat populaire?

POLITIQUE À l'heure où la V^e République connaît sa pire crise politique, le Nouveau Front populaire a suscité de l'espoir. Il doit reconquérir les classes populaires qui se tournent vers l'abstention ou le Rassemblement national.

La gauche a indéniablement perdu du terrain chez les moins aisés. Au premier tour des législatives de 2024, malgré un niveau de participation record, selon l'institut Ifop, le Rassemblement national (RN) a enregistré 47 % des suffrages chez les catégories populaires, contre 33 % pour le Nouveau Front populaire (NFP). Le programme de justice sociale et fiscale porté par la gauche ne semble plus suffire pour rassembler des classes populaires de plus en plus méfiantes envers les politiques.

Quels sont les effets produits par la séquence inédite et historique que nous vivons concernant le rapport des classes populaires au politique ?

Jérôme Boussard Dans l'usine Peugeot de Sochaux, où je travaille, les ouvriers qui parlent encore de politique, ce qui est de plus en plus rare, expriment tous ce même sentiment du « tous pourris, ça ne changera jamais ». Il est clair que le déni démocratique d'Emmanuel Macron, qui a refusé de nommer Lucie Castets première ministre, vient encore renforcer la défiance des classes populaires envers la classe politique et les institutions. En gouvernant ainsi le pays, le président pousse les gens vers le premier parti de France : l'abstention.

Benoît Coquard Il y a eu une forte participation aux élections. Mais il faut faire attention. Si, dans les grandes villes, nous avons eu l'impression de vivre un moment d'hyperintensité politique, en revanche, chez les ouvriers, les petits salariés, les employés, l'abstention est restée forte tout simplement parce que les classes populaires croient de moins en moins en la représentation politique. D'ailleurs, tout porte à croire que la séquence postélectorale va dégoûter les gens qui s'étaient résolus à revoter pour cette fois.

Nicolas Sansu Durant ces dernières législatives, nous avons assisté à un record de participation. Le NFP a suscité un réel espoir. Notre rôle à gauche doit être de montrer aux classes populaires que, même si le président de la République n'a pas reconnu notre victoire, nous tenons nos positions sur la réforme des retraites ou la justice fiscale. Et, surtout, nous devons préserver l'union. Sans quoi, nous finirons réellement par nous décrédibiliser et dégoûter ces citoyens qui voient dans la séquence actuelle un président de la République qui a magouillé avec les partis de droite et le patronat pour que la gauche ne mène pas son programme de rupture.

Pourquoi le fossé entre la gauche et les classes populaires est-il allé grandissant ?

Jérôme Boussard Chez les ouvriers, il y a ce sentiment très fort d'avoir été abandonnés par la gauche. Quand je suis rentré chez PSA, dans les années 1990, les différents partis de gauche, PCF et PS notamment, venaient tracter aux portes de l'usine. Aujourd'hui, quand ils viennent, il faut leur expliquer où se trouve l'entrée. Le RN, lui, sait très bien où elle est. Ensuite, pour donner un exemple concret : en 2019, à Sochaux, un nouvel emboutissage a été créé, supprimant des emplois. Qui a signé le chèque ? La présidente socialiste à la tête de la région. Alors, forcément, les salariés se disent : « Gauche ou droite, c'est pareil. » Conséquence : ils sont attirés par le protectionnisme national vendu par le RN en pensant que Marine Le Pen va protéger leurs emplois. Par ailleurs, Emmanuel Macron a cassé l'organisation syndicale avec la réforme du CSE. Quand, en même temps, nos emplois se précarisent avec de plus en plus de suppressions de postes, remplacés par des intérimaires. Tout cela affaiblit la vie politique et syndicale, et se traduit dans les urnes. En tant que syndicaliste, je me dois aussi de parler de la répression que nous subissons : cela devient de plus en plus difficile d'agir sans encourir des sanctions.

Nicolas Sansu La gauche est peut-être moins présente sur le terrain, mais que s'est-il passé ? Pour le PCF, le parti est vieillissant avec de moins en moins d'adhérents au sein des

entreprises. Or, le travail ne peut pas se réaliser uniquement de l'extérieur, ce n'est pas possible. Avec la suppression de millions d'emplois industriels, notre base s'est aussi raréfiée et nous avons perdu des ouvriers conscientisés par le parti et les syndicats. Faire de l'agit-prop avec des équipes mobiles qui sillonnaient la France aux portes des usines, cela ne résoudrait rien. D'ailleurs, nous ne serions pas très bien accueillis. Pour nous ancrer à nouveau durablement dans les classes populaires, nous devons nous demander comment faire face au morcellement du travail. Le capital, lui, ne s'est pas trompé, il a remporté la bataille de l'individualisation. Il a créé le statut d'autoentrepreneur et encouragé le développement de l'ubérisation. Le résultat est concret, il empêche ainsi les actions collectives.

Benoît Coquard Si la gauche ne rencontre plus autant les classes populaires, c'est en partie parce qu'elle ne leur ressemble plus autant. Elle s'est éloignée géographiquement et sociologiquement. Sans même parler des têtes d'affiche des partis, son électorat se concentre dans les grandes villes et est composé de personnes de plus en plus diplômées. À l'inverse, les usines et les PME se trouvent en grande majorité dans les zones périurbaines, là où vivent une bonne partie des classes populaires. Les fermetures d'entreprises ou leur délocalisation ont entraîné le départ ou le silence de figures locales, notamment syndicales. Il n'y a plus tant de personnalités pour tenir tête aux gens de droite, aux notables, aux patrons. Les gens sont réellement laissés seuls et consomment des médias qui diabolisent le RN et diabolisent la gauche. Il faut tirer les leçons des gilets jaunes. La gauche et les syndicats, notamment la CGT, ont critiqué durant les premières semaines ce mouvement en l'étiquetant comme de droite, ou même comme « facho ». Cela montre qu'une partie des dirigeants de gauche méconnaissent les classes populaires et leur font barrage dans leur entrée en politique, dans leur mobilisation. La gauche doit laisser la place à ces personnes qui subissent concrètement les conséquences des politiques actuelles. À un moment donné, il faut arrêter de vouloir parler en leur nom.

Regagner l'électorat populaire doit nécessairement passer par un combat contre les idées d'extrême droite...

Nicolas Sansu Dans ma circonscription du Cher, je m'en suis sorti in extremis face au RN. Dans la ruralité, il y a un phénomène de progression du racisme avec une libération de la parole inquiétante. On ne gagnera pas sans récupérer

une part de cet électorat. La force aujourd'hui de l'extrême droite passe par le fait qu'elle agrège autour d'elle des catégories sociales différentes, et cela grâce à des relais médiatiques comme CNews. Donc, le premier défi pour la gauche doit être de recréer du commun. Cela doit passer par la formation, au NFP. Son programme porte des mesures qui ont cette capacité de rassembler les différentes catégories sociales. Il faut continuer à travailler ensemble et cela doit se traduire par la création de comités locaux partout sur le territoire. Ils devront être composés des quatre partis de gauche et élargis à la société civile. Le NFP devra infuser bien au-delà des partis politiques et inclure syndicats, associations...

Jérôme Boussard En tant que syndicaliste CGT, je donne des formations pour combattre les idées d'extrême droite et il y a beaucoup de travail à faire. En plus des propos racistes sur le ton de la blague auxquels rient les collègues en pensant que c'est innocent, il faut souvent rétablir la vérité. Je vais là aussi insister sur le rôle des médias. Il n'y a pas longtemps, une voiture a brûlé dans les environs de Sochaux. Le lendemain, j'entends dire à l'usine : « C'est un bougnoule qui l'a cramée ! » En réalité, elle avait pris feu à cause d'un générateur électrique. Donc, on doit, en plus, combattre les fausses informations. Là on voit le formatage des consciences par les médias, qui attribuent souvent les faits divers à des personnes racisées en situation irrégulière. Ensuite, c'est aussi une histoire de culture à la maison. Ma plus grande fille a 17 ans. Un jour, elle me dit : « Bardella est cool, il est beau gosse ! » Je me suis rendu compte que, en réalité, je ne parlais pas politique à la maison. Alors je lui ai expliqué son programme, elle a tout de suite changé d'avis. Il faut reprendre la parole et parler à nouveau de politique, et ce, partout où on en a l'occasion.

Benoît Coquard C'est très important ce qui vient d'être dit. Que fait-on du racisme, au fond ? L'attitude à gauche est divisée, à mon sens, en deux tendances : c'est soit dire « ces gens-là qui votent RN sont des racistes purs et durs, ils sont perdus, n'allons pas sur leur terrain » ; soit « tendons-leur la main, "fâchés pas fachos" ». Je crois que cette opposition, entre misérabilisme ou populisme, comme on dirait en sociologie, ne mène pas à grand-chose de concret. Il faudrait que la gauche réfléchisse plutôt à ce qu'il faut faire et dire, et comment aider celles et ceux qui sont entourés de ces discours dans leur quotidien, jusqu'à s'en retrouver imprégnés et à les reproduire parfois à certains moments de leur vie. Le rôle historique de la gauche, c'est aussi de donner des outils, dans les classes populaires, pour tenir tête à la vision du

JÉRÔME BOUSSARD
Secrétaire général
CGT Stellantis
Sochaux



BENOÎT COQUARD
Sociologue,
auteur de *Ceux
qui restent*,
la Découverte, 2019



NICOLAS SANSU
Député PCF
du Cher



« Il faut reprendre la parole et parler de politique, et ce, partout où on en a l'occasion. »

« On doit laisser la place à ceux qui subissent les conséquences des politiques actuelles. »

« Nous devons nous demander comment faire face au morcellement du travail. »

monde promue par le RN, pour que, à nouveau, il y ait un sentiment de honte d'être d'extrême droite. Mais, là encore, savoir résister à l'hégémonie de l'extrême droite dans certains endroits, je pense au milieu rural désindustrialisé, ce n'est pas quelque chose qui peut se décréter d'en haut. Les partis doivent effectuer un travail de valorisation de la figure et du mode d'expression des classes populaires. Le PCF était dominant quand il était composé de militants issus des classes populaires et qu'il les faisait monter dans sa hiérarchie.

Pour créer du commun afin de mobiliser, les idées suffisent-elles ?

Jérôme Boussard Il faut que l'éducation populaire soit une de nos priorités. Aujourd'hui, à l'école, on n'apprend plus certaines choses comme la création de la Sécurité sociale. Il faut toujours rappeler que c'est Ambroise Croizat, ministre communiste, qui en est à l'origine. De même pour les congés payés : il faut enseigner le fait que les patrons ne les ont pas donnés. C'est grâce aux mouvements de grève massifs, sous le Front populaire, que nous les avons conquis. J'ai découvert l'histoire de la Commune de Paris en entrant à la CGT à presque 30 ans. On ne me l'avait pas enseignée durant mon CAP métallier et je n'en avais jamais entendu parler à la maison, même si mon père, lui aussi ouvrier, a toujours voté à gauche. De façon plus concrète, aujourd'hui, qui sait lire sa fiche de paie ? Quand j'entends les gars autour de moi dire : « Marine Le Pen, elle va nous donner le pouvoir d'achat et augmenter nos salaires... » Je leur réponds : « Mais comment ? En cassant ta fiche de paie, en supprimant les cotisations patronales ! » Et, pour commencer, je dois leur expliquer que le mot « charges », qu'ils reprennent, est utilisé justement par la droite, l'extrême droite et le patronat pour justifier la casse de la protection sociale. Transmettre l'histoire de la gauche et de ses conquêtes doit aussi permettre de partager un récit commun.

Benoît Coquard Ce que je montre dans mes recherches, c'est qu'il existe encore, dans les classes populaires, un « nous » solidaire dans la conflictualité. Mais que celui-ci est plutôt capté par le RN, un « nous d'abord » qui tombe dans l'escarcelle des tenants du slogan « Les Français d'abord ». Ce qui me semble important de dire, c'est que la culture du conflit est inhérente à la condition des classes populaires. Le RN agrège des catégories sociales très différentes parce qu'il a construit un « nous, les Français » en opposition à « eux, ces immigrés assistés ». Or, la gauche doit permettre de se rattacher à un « nous » de gauche sûr de sa force et de sa nécessité, parce que la vie des ouvriers, des employés, jeunes et moins jeunes, est très loin d'être rose. Cette culture du conflit n'a pas disparu chez tous les dirigeants de gauche, mais telle qu'elle est exprimée, elle résonne difficilement avec les conflictualités quotidiennes que vivent les classes populaires. Pour alimenter ce sentiment d'appartenance collective, il y a beaucoup de points d'appui si l'on prend le temps de connaître et de s'appuyer sur la vie réelle, tout ce qui touche au travail, au budget, au logement, au mépris de classe et aux discriminations... Et, comme beaucoup le disent déjà à gauche, il y a un chantier en cours qui vise à redéfinir ce « nous » en redirigeant la colère vers le « eux » qui ne se trouve pas en bas de la hiérarchie sociale mais bien en haut.

Nicolas Sansu Je partage la nécessité de réinstaurer un rapport de force. Le problème de notre « eux », c'est qu'il se trouve beaucoup plus loin et plus haut, il s'agit du 1 % composé des ultra-riches qui s'en mettent plein les poches. Notre « nous » a des frontières plus poreuses car on ne peut pas en exclure les cadres en entreprise ou les petits patrons de PME, ce n'est pas possible. Pour le RN, bien sûr, c'est beaucoup plus simple. Mais, pour conclure, je tiens à dire que le mouvement populaire est en mouvement depuis, bien sûr, les gilets jaunes, puis il a continué durant les manifestations massives dans toute la France contre la réforme des retraites, avant la pandémie de Covid, et a repris par la suite. Nous sommes à un moment décisif de l'Histoire, la France tombera soit d'un côté, soit de l'autre. ■

TABLE RONDE RÉALISÉE PAR SCARLETT BAIN

Politique scolaire: il n'est plus temps de tergiverser!

PAUL DEVIN

Président de l'Institut de recherche de la FSU

Il faut que nous arrêtons de tergiverser à propos de la politique scolaire. On peut débattre de bien des aspects de sa mise en œuvre, mais il y a une question autour de laquelle il faut que nous cessions de louver : voulons-nous que le principe cardinal de l'école publique soit la construction d'une plus grande égalité sociale ?

Alors il faut que nous refusions les ruses de la rhétorique néolibérale qui prétendent aménager les parcours scolaires en faveur de la réussite des élèves alors qu'elles visent une orientation toujours plus précoce et qu'elle laissent s'organiser sur les principes d'un tri social. Le « choc des savoirs » ou la réforme du lycée professionnel procèdent des mêmes mensonges, qui réduisent les parcours d'études pour asservir une part de la population scolaire aux seuls besoins du patronat.

Ensuite, il faut que nous refusions d'admettre que les progrès qualitatifs du système pourraient se dispenser de financement. Non ! L'accès égalitaire aux savoirs demande que soient réunies les conditions matérielles, donc budgétaires qui le garantissent. Et vouloir les économiser aujourd'hui nous coûtera cher demain !

La première de ces conditions est celle de la gratuité totale de l'école. On ne peut pas parler d'égalité si subsistent des difficultés matérielles qui viennent éprouver la scolarisation des plus démunis.

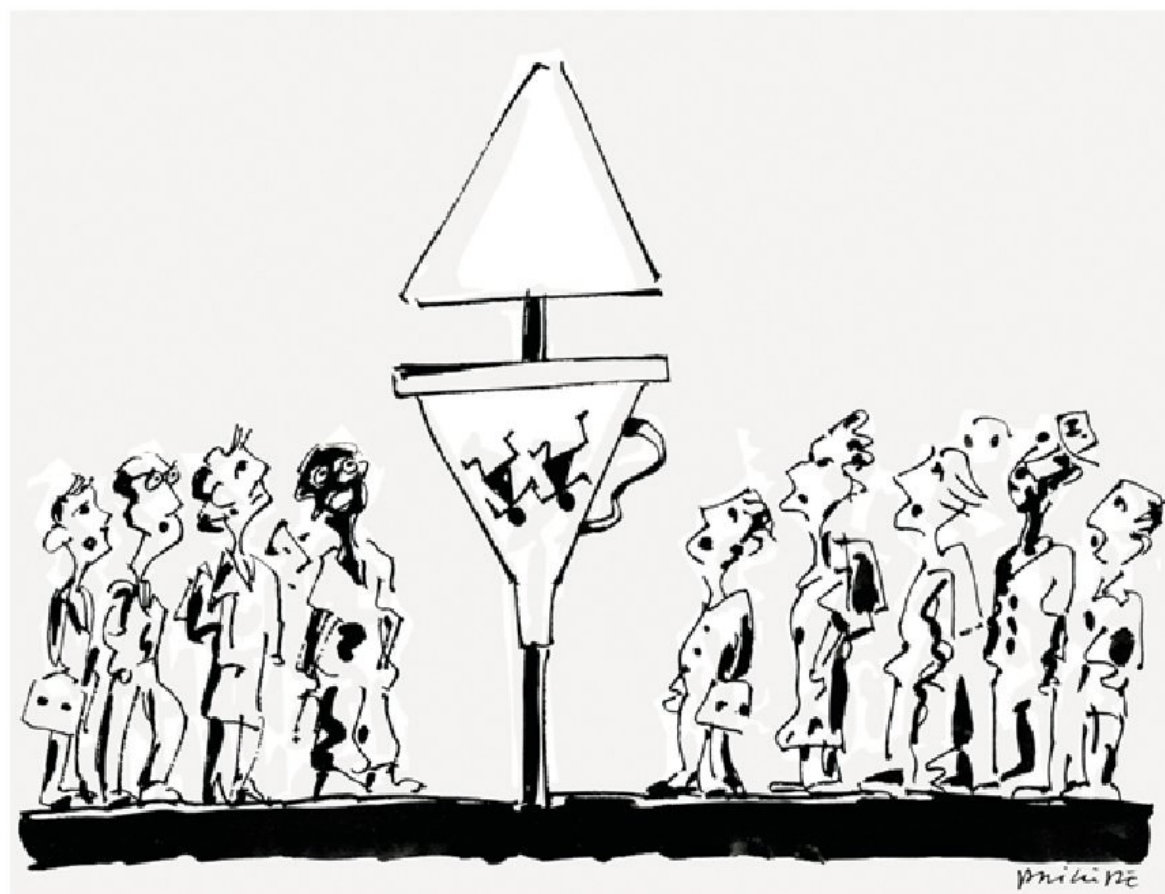
La deuxième condition est le financement matériel de l'action scolaire à la hauteur de ses besoins pour disposer de lieux et de matériels d'enseignement permettant un confort de travail favorable aux apprentissages. Il faut en finir avec la persistance de lieux indignes d'une scolarisation ambitieuse et avec des choix budgétaires arbitraires et labiles qui nuisent aux études des élèves et au travail enseignant.

La troisième nécessité est celle de la ressource humaine. Promettre « un choc du recrutement » ne peut être crédible qu'aux conditions d'une substantielle augmentation des salaires et d'une notable

amélioration des conditions de travail qui sont les vecteurs essentiels de l'attractivité. Pour permettre une démocratisation de la réussite scolaire, nous avons impérativement besoin d'une continuité de l'enseignement et d'une réduction des effectifs d'élèves par classe, donc nous avons besoin d'augmenter l'effectif enseignant et d'assumer les coûts nécessaires pour y parvenir.

La résolution des difficultés d'apprentissage, qui est une des clés essentielles de la démocratisation des savoirs, nécessite que nous retrouvions l'ambition d'une haute compétence pédagogique et didactique. Cela demande que nous retrouvions une formation professionnelle digne de ce nom. Cela demande aussi que le ministère renonce à une vision exécutive du métier (« ne réfléchissez plus... exécutez les

TRIBUNE



procédures qu'on vous prescrit »). D'autant que l'indépendance du travail enseignant est indispensable pour préserver l'éducation d'une instrumentalisation au service des intérêts particuliers d'un gouvernement ou des volontés idéologiques d'un pouvoir. Une longue construction a élaboré la liberté pédagogique des enseignants et le statut du fonctionnaire pour permettre l'équilibre entre cette nécessaire indépendance et les obligations liées aux finalités d'intérêt général. Cet équilibre doit être restauré et protégé par la volonté collective.

La perspective d'un capital culturel dont la rentabilité se mesure, à terme et pour une minorité favorisée, par l'accès aux emplois les mieux rémunérés et les mieux valorisés produit des stratégies obsédées par la compétition. Il est temps de redonner à l'école des perspectives collectives qui relativiseront les mérites de la réussite individuelle, abandonneront les privilèges accordés à l'enseignement privé et chercheront une mixité sociale réelle dans tous les établissements scolaires.

Enfin, ce sont les contenus mêmes de l'enseignement qui doivent être interrogés pour que l'école puisse permettre autant l'appropriation d'une culture commune que le développement d'un jugement critique capable de fonder l'exercice d'une citoyenneté libre et raisonnée et de construire la volonté déterminée de défendre les valeurs de la démocratie par le refus absolu du racisme, des inégalités de genre et des injustices sociales. ■

« Nous avons besoin d'une réduction des effectifs d'élèves par classe, donc d'augmenter l'effectif enseignant. »

Solidarité avec Cuba

Il y a des crimes qui ne seront jamais sous le feu des projecteurs. Il y a des souffrances qu'on a intérêt à ne pas rapporter. C'est le cas pour Cuba. Le pays est victime, depuis 1960, du plus long blocus politique, économique et financier de l'histoire contemporaine. Loin d'être « un fantasme pour cacher les responsabilités du gouvernement cubain », comme l'affirment ses opposants, le blocus a des conséquences dramatiques pour la population et dans tous les secteurs de l'économie. En un an, il aurait causé des dommages économiques estimés à 1 milliard de dollars dans le tourisme, 3 milliards pour le commerce extérieur, 467 millions pour l'industrie, 273 pour l'agriculture, 75,5 pour l'éducation, 202 pour les transports, 143 pour les biotechnologies et l'industrie pharmaceutique, 89 pour le BTP... Si la plupart des médias décident de le passer sous silence, ce n'est pas le fruit du hasard. Cuba est le seul pays à mettre en échec de façon continue l'impérialisme états-unien, et ce depuis 1959. Quand on nous vend le capitalisme comme fin de l'histoire, qu'un petit pays, proche des côtes de la Floride, refuse de se soumettre, c'est parfaitement insupportable pour l'Oncle Sam !

Depuis 1960 nous avons pris l'habitude de voir les Cubain-es résister, persévérer dans une voie socialiste singulière, maintenir à flot la révolution, réaliser des prouesses en matières éducatives ou médicales jusqu'à les exporter partout dans le monde. Nous avons pris l'habitude de nous dire que, si Cuba a survécu à la chute de l'URSS, alors il tiendra bien quelques années de plus. Le temps... qu'on trouve le temps de s'y intéresser de nouveau. Oui mais voilà : Cuba seul ne peut pas tout ! Le vieux

**CHARLOTTE BALAVOINE
ET VINCENT GOVELET**
Coordinateurs
de la campagne
de solidarité avec Cuba
du PCF

pari de l'administration états-unienne d'étrangler le peuple jusqu'à ce qu'il se soumette... ou qu'il crève, n'a jamais été aussi proche du but ! Aujourd'hui le blocus touche aux besoins les plus vitaux : se procurer de l'insuline pour soigner le diabète, du lait en poudre pour les enfants, des seringues pour vacciner la population face aux pandémies... Jamais Cuba ne fera la une des médias parce que les États-Unis ont intérêt à continuer de mener leur politique meurtrière en silence !

Alors à nous d'imposer le thème dans le débat public ! À la Fête de l'Humanité sera organisée une collecte de médicaments et de matériel médical sur plusieurs stands du PCF. Tout le monde peut y participer. Il nous faut aussi

TRIBUNE

créer des comités de campagne dans chaque département. Être plus forts, plus nombreux, meilleurs dans notre communication, mieux organisés dans la solidarité. Faire connaître la réalité de Cuba.

Si demain la révolution cubaine venait à être défaite, ce n'est pas juste un peuple des Caraïbes qui en subirait les conséquences. C'est notre capacité commune à lutter contre l'impérialisme et à construire un monde meilleur qui serait entachée. Alors aujourd'hui plus que jamais : soyons solidaires de Cuba ! ■

« Le pays est victime, depuis 1960, du plus long blocus politique, économique et financier de l'histoire contemporaine. »

MEPRIS Un peu comme si tout relevait de la fiction, semblable aux meilleurs romans d'anticipation qui accompagnent parfois nos journées d'été. Si la crise démocratique et politique que traverse la France ne surgit pas de nulle part, elle révèle, une fois encore et de manière plus brutale que jamais, les ambiguïtés et les dangers propres à la V^e République. Cette dernière, née de la volonté du général, aura donc connu toutes les dérives possibles et imaginables au fil des décennies, sachant que Mac Macron II n'a rien fait d'autre que de se mettre dans les pas de ses prédécesseurs, devenant, toutefois, le tout premier du genre à décréter qu'il était le seul à pouvoir décider qui avait gagné à la sortie d'élections législatives, alors même que son parti venait de les perdre. Cette semaine, la politiste et professeure à la Sorbonne Delphine Dulong n'oubliait pas d'expliquer que, « dès l'origine », la V^e République « a dénigré la délibération parlementaire qui fondait jusque-là toutes les décisions politiques au nom d'une conception technocratique du pouvoir qui considère les données chiffrées comme plus neutres et efficaces que le débat d'idées ». Elle précisait que, dès lors, « la décision politique a été réduite à une technique de gestion rationnelle des ressources et contraintes économiques et sociales. Les gouvernements se sont remplis d'experts (et plus tard de communicants), tandis que les députés des groupes majoritaires à l'Assemblée étaient incités à voter sans discuter, ni amender leurs projets ». Et elle ajoutait, à propos de Mac Macron : « Aumépris de la coutume et de la règle majoritaire, il est le premier à nommer un nouvel hôte à Matignon dont le parti minoritaire ne dispose à l'Assemblée

LE BLOC-NOTES DE JEAN-EMMANUEL DUCOIN



Socle(s)

que de 47 sièges – en comptant les apparentés – et guère plus d'alliés déclarés. » Du jamais-vu. De l'inédit. Annonceur de catastrophes en chaîne ?

APOPLEXIE Nous le savons, la politique frauduleuse et mortifère du « en même temps » s'inscrit pleinement dans une conception prétendument apolitique du pouvoir, poussée jusqu'à l'absurde par le monarque élu, puis réélu. Des gouvernements sans colonne vertébrale ni ligne directrice, sauf celles dictées par le prince-président. Bilan : l'apoplexie et la perte de sens, sans parler des coups de force permanents et de l'humiliation du Parlement. Pour Delphine Dulong, les conséquences s'avèrent dramatiques pour la vitalité même de la République et sa pratique citoyenne. « La vie politique y a perdu en transparence, puisque beaucoup de mesures et projets sont fabriqués dans le secret des cabinets ministériels, juge-t-elle. La République y a perdu en adhésion puisque, aux principes de liberté,

égalité, fraternité, s'est substitué celui de réalité. » Une « réalité » bien commode et passe-partout. Car « cette approche technocratique du pouvoir qui prétend dépasser des clivages politiques, en oubliant qu'ils sont aussi sociaux, engendre du désespoir, de la confusion et parfois, comme aujourd'hui, le plus grand désordre ». Comment le dire mieux ?

AVATAR L'épouvantable crise politique actuelle, doublée d'une crise morale et surtout institutionnelle, n'est que le produit de la présidentialisation du régime. Censément, selon l'article 5 de notre Constitution, le chef de l'État est un « arbitre ». Selon la politiste Delphine Dulong, Mac Macron a finalement revêtu « les habits du Commandeur », ni plus ni moins. Celle-ci rappelle pourtant : « Beaucoup l'ignorent, mais la V^e République est un régime parlementaire, c'est-à-dire un régime dans lequel la loi est l'œuvre d'une étroite collaboration entre le gouvernement et le Parlement, qui dépendent l'un de l'autre. Pour que cela fonctionne, le premier ministre est le chef du gouvernement et simultanément de la majorité parlementaire, qu'elle soit relative ou absolue. Dans un tel régime, donc, le président ne gouverne pas ; il incarne l'unité de la nation et la continuité de l'État. » La règle... et son usage. Non contents d'endosser le rôle de ses premiers ministres, Mac Macron, plus encore que Normal I^{er} ou Napoléon, a amplifié ses propres pouvoirs d'arbitrage à des fins hégémoniques. Voilà le dernier avatar d'un régime dysfonctionnel, qui met désormais en péril tout l'équilibre républicain, et avec lui toutes les possibles grandes lois qui fondent le socle de notre Histoire politique et sociale... ■

JULIE PAGIS

«J'ai voulu démystifier le prophète»

SOCIOLOGIE Dans *le Prophète rouge*, la chercheuse en science politique enquête sur la notion de charisme. Elle montre que les personnages charismatiques tiennent leur pouvoir non pas de qualités exceptionnelles, mais de la croyance des autres en leurs qualités extraordinaires.

Enquête sociologique aux accents de polar, *le Prophète rouge* (la Découverte, 2024) nous plonge dans la descente aux enfers d'un groupe de militants maoïstes tout au long des années 1970. Soucieux de se consacrer totalement à la révolution, ses membres vont tomber sous l'emprise de leur chef. L'ouvrage est une contribution à l'étude du charisme et de ses mécanismes.

Qu'est-ce qui est à l'origine de ce livre ?

Cette enquête trouve son origine dans *Mai 68, un pavé dans leur histoire* (2014, Presses de Sciences-Po), livre dans lequel j'ai étudié les trajectoires de soixante-huitards ordinaires. Une lectrice m'a dit avoir envie d'évoquer un passé dont elle avait peu parlé jusque-là. Elle avait apprécié que mon livre ne soit pas une hagiographie et ne les traîne pas non plus dans la boue. Elle m'a livré petit à petit des bribes de l'histoire du groupuscule maoïste qui est au cœur du *Prophète rouge*. J'ai été intriguée par le fait que ces acteurs ressemblent aux militants que j'avais étudiés auparavant et qu'en même temps leur histoire avait quelque chose de différent. C'était la figure de leur chef, Fernando, que j'ai vite associée à la notion de charisme. Tous les anciens membres du groupe qui ont accepté de me rencontrer m'ont dit que son aura les avait emportés. J'ai eu envie de démystifier le prophète en quelque sorte, et de comprendre sociologiquement ce qu'était ce charisme.

Comment définir le charisme ?

Cette notion est difficile à appréhender en raison du sens commun suivant lequel un individu charismatique posséderait des qualités exceptionnelles et extraordinaires. En tant que socio-historienne, je suis revenue à la définition de la domination charismatique d'un des pères fondateurs de la sociologie, Max Weber. Selon lui, le pouvoir charismatique est le pouvoir prêté à un leader par ses suiveurs ou ses adeptes. Ce n'est pas une qualité individuelle, mais la somme des croyances individuelles en la qualité extraordinaire des chefs. Néanmoins, dans ses écrits, Max Weber

tombe parfois dans l'écueil, pointé par Pierre Bourdieu, de doter l'individu charismatique d'attributs extraordinaires. La définition webérienne du « charisme personnel » est très restrictive et très exigeante. Cinq critères le déterminent : la reconnaissance dans le chef de qualités exceptionnelles, l'inconditionnelle soumission à son autorité, la formation d'une communauté dans laquelle on entre par conversion, le sentiment partagé de devoir accomplir une mission subversive et, enfin, la fameuse instabilité du charisme. Or, dans cette histoire, Fernando leur propose bien d'intégrer une avant-garde subversive, en se « convertissant » à la condition ouvrière. Surtout, il ne dispose d'aucun des capitaux habituels de ceux qui détiennent le pouvoir. Issu d'un milieu modeste, il n'a ni titre scolaire ou étatique, ni « fonction ». Il sort de nulle part. C'est une propriété du prophète, selon Pierre Bourdieu. Il ne doit sa légitimité qu'à sa propre personne. Il incarne typiquement ce « charisme pur ».

Cette conversion s'apparente à un détachement des intellectuels qu'ils sont initialement...

Toutes et tous cherchent à se faire ouvriers, à se faire prolétaires. Fernando leur demande d'arrêter leurs études, car on ne peut pas être prolétaire et demeurer intellectuel. Ils s'établissent en usine. Ceux qui ne le font pas sont exclus. Dans l'établissement, il y a tout un jeu pour se faire passer pour quelqu'un qu'ils ne sont pas. Ils masquent leur CV, s'habillent différemment. Dans le livre, Christine explique par exemple qu'elle modifie son langage et que cela laisse des traces encore aujourd'hui. Mais tous et toutes se rendent compte qu'être établi ne suffit pas : il continue d'exister une distance qui les sépare du peuple. Ils vont chercher de plus en plus loin en eux à éradiquer toute trace de petite-bourgeoisie. Ils s'installent en banlieue ouvrière. Ils cherchent à se mettre en conformité avec un peuple fantasmé. L'ouvrier, c'est quelqu'un qui est marié et qui a des enfants. Les femmes cessent bientôt de se maquiller, car c'est jugé petit-bourgeois. Cet engrenage les conduit jusqu'à chasser en eux toute pensée qui pourrait être petite-bourgeoise. Fernando dit que le groupe sera un vrai parti d'avant-garde quand chacun aura effectué ce travail de conversion. Ce credo fait écho à la préoccupation de sortir de l'entre-soi. Ils se disent

qu'ils ne pourront pas faire la révolution tant qu'ils n'auront pas épousé le plus profondément possible la condition ouvrière. Ce livre est l'histoire de cette conversion.

Quel rôle joue la coercition dans cette conversion ?

La conversion s'accompagne d'un dispositif coercitif dont un des outils est l'autocritique. Les membres du groupe doivent faire des bilans sur leur travail en usine, sur leurs enquêtes dans les foyers de travailleurs immigrés, sur les séjours à la campagne où ils aident les paysans, un peu sur le modèle de la Longue Marche. Ces bilans contiennent systématiquement une partie de critique et autocritique de leur propre comportement. L'idée est de devenir un meilleur militant. Par exemple, dans les bilans sur leurs relations avec les paysans, ils s'interrogent sur le fait qu'ils s'entendent mieux avec les paysans les plus cultivés, alors que leur objectif était de nouer des liens avec les paysans pauvres. Ils s'interrogent sur ce qu'ils auraient dû faire pour réussir davantage. Peu à peu, l'autocritique est dévoyée. Elle devient quotidienne et porte sur des choses anodines comme l'achat d'une veste. Patricia s'interroge : si je porte cette veste, que vont en penser les autres ? La pratique récurrente de l'autocritique les conduit à intérioriser certaines normes, en s'appuyant sur la culpabilité. C'est un ressort central de la domination charismatique. Celle de Fernando s'appuie sur la culpabilité de classe.

En quoi consentent-ils à sa domination ?

Dans la définition webérienne, toute domination s'accompagne d'un consentement du dominé. Le consentement est lié au fait qu'on lui prête une légitimité. La légitimation du pouvoir de Fernando s'appuie sur ce qu'il leur apporte et ce qu'il incarne. Quand il les rencontre en 1971, il est réfugié en France pour sa présumée action antifranquiste et il a vécu trois ans en Chine, en pleine Révolution culturelle, de 1965 à 1968, pour traduire les œuvres de Mao. Comme le dit Paul, il est un peu le messie. Trois ans après 1968, à un moment clé où les espoirs de révolution commencent à être douchés, ils tombent sur un petit prophète rouge qui leur dit : tous les autres groupuscules maoïstes sont des charlatans, regardez qui est à leur tête. Et d'une certaine façon, il a raison. Si ces groupes comptent quelques ouvriers dans leurs rangs, leurs dirigeants sont des bourgeois ou des



ENTRETIEN

petits-bourgeois. Il leur promet qu'ils vont être la véritable avant-garde, mais que, pour y parvenir, cela a un coût. Il leur demande un engagement total.

Cette légitimité passe aussi, expliquez-vous, par la capacité à accomplir régulièrement des miracles...

Cela rejoint la question de la fragilité du pouvoir charismatique, qui repose sur la croyance jamais définitivement acquise du côté extraordinaire de la personne. Pour perpétuer son pouvoir, le leader charismatique doit sans cesse prouver qu'il est extraordinaire. Il doit faire des miracles, pour reprendre le terme employé par Weber. Ceux qui suivent Fernando demandent des preuves de charisme. Le fait que cet ouvrier soit allé en Chine faire la traduction des œuvres de Mao fascine. Pourquoi les Chinois l'ont-ils choisi ? Si Mao est dieu, il est un peu son représentant. Quand ils sont impliqués dans les grèves victorieuses à la Snecma

« Les mécanismes que j'ai décortiqués résonnent avec plein de choses, à gauche comme à droite et en dehors des partis. »

et chez Kléber, en 1973, ils lui attribuent pour partie ces succès. S'ils continuent dans cette voie, la révolution sera au bout du chemin. Avant d'entrer dans le groupe, Paul a eu une première expérience d'état où il s'est senti isolé parmi les ouvriers, déçu de leur manque d'ambitions révolutionnaires. L'expérience de la grève est pour lui un miracle.

Quels sont les autres instruments du pouvoir de Fernando ?

L'écrit joue un rôle essentiel dans le contrôle qu'il exerce. Tout est consigné dans « les carnets de réunion » rebaptisés par une des enfants d'un membre du groupe « les carnets de l'humiliation ». Tout ce que chacun disait en réunion y était scrupuleusement noté. Ces carnets lui ont permis de maintenir son pouvoir même à distance. Quand il revient de ses séjours au Portugal, puis en Espagne, Fernando les lit. Il sait ainsi exactement ce qui s'est passé durant son absence. Il sait

où appuyer pour faire culpabiliser chacun. Il joue des rancunes ou des rivalités. Il s'en sert pour faire avaliser par le groupe son interprétation de l'histoire. Le fait que celle-ci soit écrite et constamment réécrite la grave dans le marbre. Par exemple quand Aline, sa femme, s'enfuit après avoir porté de lourdes accusations contre lui, il les convainc que c'est elle la fautive et qu'elle a enlevé ses enfants à leur père. Quand il comprend qu'il ne parviendra pas à les récupérer, il se livre à une autocritique, expliquant qu'il a fait passer ses intérêts avant ceux du groupe. Tous finissent par être convaincus qu'il a sacrifié son couple au profit du groupe et de la révolution. Et tous sont dorénavant tenus de faire passer le groupe avant leur couple. Il puise aussi des outils dans la théorie marxiste-léniniste, comme celui de la « rectification ». C'est l'idée qu'il faut critiquer le fonctionnement de l'organisation pour comprendre ce qui ne fonctionne pas et le changer. Ce questionnement politique débouche sur des exclusions ou des destitutions. La menace plane sur tous. Comme le groupe n'est pas du tout institutionnalisé, ce n'est pas un parti politique avec des statuts et des règles qui régissent son fonctionnement, Fernando a le monopole de la distribution des places. Un jour, il peut destituer un tel et le lendemain promouvoir un autre. Inquiet de perdre son pouvoir, sa méfiance grandit, il écarte les têtes qui pourraient le dépasser.

Les femmes semblent se détacher plus facilement de l'emprise de Fernando. Pourquoi ?

Fernando dissout le groupe en 1981. Les hommes peinent à s'en défaire. Par exemple, Michel va rester encore dix ans sous cette emprise et plusieurs années de psychanalyse lui furent ensuite nécessaires. Toute l'histoire de cette radicalisation tient au fait que Fernando les coupe de leurs liens extérieurs et exige peu à peu de tous un lien exclusif avec lui, y compris au détriment de leur conjoint. Les femmes ont su plus que les hommes résister à ce jeu-là. Du fait de la division genrée du travail domestique, elles ont conservé plus de liens avec leur famille et leurs enfants. Certaines ont fait le dos rond, comme Jeanne, qui explique être entrée dans cette communauté pour suivre son mari et assure n'avoir jamais cru à cette histoire. En retrait, les femmes se prêtent moins au jeu de la critique et de l'autocritique. En raison de leur socialisation de genre, elles ont moins d'ambition et cherchent moins la reconnaissance, à l'inverse des hommes qui sont plus dans la distinction et dans la recherche de se faire valoir auprès du chef. Leur socialisation de genre les a ainsi protégées en partie de ces quêtes sans fin de vérité.

Trump, Bolsonaro, la recherche d'un homme providentiel à gauche, l'actualité fait écho à votre livre...

Ou encore Bardella, Le Pen, autant de « prophètes de malheur » qui exploitent le sentiment de déclassement et celui d'humiliation de classe. À gauche, on retrouve des prophètes rouges partout. Parmi les personnes qui ont lu mon livre, certaines ont reconnu un Fernando dans leur Amap, leur association ou leur mouvement politique. Mon enquête porte sur un objet petit, un groupuscule des années 1970 qui n'est même pas représentatif du maoïsme, mais les mécanismes que j'ai décortiqués résonnent avec plein de choses, à gauche comme à droite et en dehors des partis, en particulier dans les réseaux horizontaux sans règles codifiées et sans hiérarchie bien établie, qui laissent plus de place à l'émergence d'une figure charismatique. Nous sommes plus ou moins vulnérables au pouvoir charismatique. Regarder en face ce problème, y compris et surtout lorsqu'on conserve le désir profond de changer la société après plusieurs décennies de reculs sociaux, est peut-être un moyen d'éviter que nos rêves ne se terminent dans le cimetière des utopies. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE-HENRI LAB

Julie Pagis présentera *le Prophète rouge* au Village du livre de la Fête de l'Humanité, samedi 14 septembre, à 13 heures.



Prise de parole de l'intellectuel et résistant, en septembre 1944, à Paris. ROGER-VIOLETT/LAPI

Henri Wallon, ministre communiste à la libération de Paris

SECONDE GUERRE MONDIALE Jusqu'au 9 septembre 1944, le psychologue de l'enfance assurera le poste de secrétaire général de l'éducation nationale. Trois semaines pour lancer une vaste réforme.

Il y a quatre vingts ans, à Paris, en août 1944, deux communistes, Henri Wallon (1879-1962) et Marcel Willard (1889-1956), ont occupé les fonctions de ministre, sans en avoir le titre. S'ils sont nommés secrétaires généraux provisoires par le Comité français de libération nationale, après consultation du Comité national de la Résistance, leur mission consistera à occuper les ministères à la libération de Paris, dans l'attente de l'arrivée des membres du gouvernement provisoire.

Ainsi sera évité un compromis de Vichy avec les Alliés et l'administration américaine. Paris libéré par les forces de la Résistance contribuera à placer la France

dans le camp de la victoire. Mais ces désignations ne se sont pas faites sans heurt ni conflit. Au départ, personne ne voulait de communistes. En effet, la bourgeoisie préférait Vichy à de Gaulle, de Gaulle à la Résistance et la Résistance aux communistes. Façon comme une autre de reconnaître leur rôle.

RÉTABLIR, RÉNOVER ET RÉFORMER

Ce n'est qu'après une âpre discussion que le PCF obtient deux postes, pour Henri Wallon à l'Éducation nationale et Marcel Willard à la Justice. On ne trouvait rien d'autre à objecter, pour refuser leur nomination, que les communistes n'ayant pas

l'habitude du pouvoir, on devait d'abord leur confier des « tâches subalternes ».

Henri Wallon est âgé de 65 ans. Agrégé de philosophie et docteur en médecine, spécialiste reconnu, par ses enseignements et ses œuvres, de la psychologie de l'enfant, il connaît la condition ouvrière, du fait de ses consultations à Bicêtre et à la Salpêtrière, et le personnel de l'éducation nationale, en tant que militant de l'éducation nouvelle et de la réforme de l'enseignement. Depuis 1937, il professe au Collège de France. Patriote, antifasciste et partisan de la révolution soviétique, entré dans la Résistance dès 1940, membre de la direction du Front national

universitaire depuis 1941, il a rejoint le PCF en 1942.

Quelques jours après le déclenchement de la grève générale et de l'insurrection nationale, au milieu des combats, le matin du 20 août 1944, une dizaine de personnels de l'enseignement, syndicalistes et résistants du Front national, pour la plupart militants communistes, occupent le ministère et invitent Wallon à occuper son poste.

Il va d'abord énoncer la politique qu'il entend suivre. Si la refonte de l'université va être la tâche de l'Assemblée constituante, il faut dès maintenant « *poser ces problèmes de rénovation intellectuelle (...) au pays pour qu'il ait les moyens de se prononcer lui-même* ». Il va rétablir, rénover et réformer dans la concertation avec tous les groupes de la Résistance et les personnels. Décidant à la fois que « *les membres de l'enseignement et des services annexes exclus de la communauté universitaire par les organisations de résistance de leur établissement ou de leur administration sont suspendus de leurs fonctions pour être déférés devant les commissions d'épuration* » et de la réintégration des fonctionnaires du ministère de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts « *frappés par le gouvernement de Vichy pour des raisons raciales ou politiques* ». Sont rétablies les écoles normales, les instances des bibliothèques nationales, les humanités modernes dans les lycées.

SES PROJETS ET SES OBJECTIFS

Un appel est lancé à la rénovation et la réforme en incitant les dirigeants du Syndicat national des instituteurs à « *aller plus loin* ». Wallon rattache les centres de formation professionnelle à la direction de l'enseignement technique, améliore le statut des agents des lycées, décide que les instituteurs seront nommés par les recteurs, que les bourses pour les étudiants seront augmentées. Il crée des sessions spéciales d'examens pour les étudiants combattants. Dans nombre de ses décisions on retrouve l'inspiration de celles qui furent prises sous la Commune.

Il nomme Joliot-Curie (1900-1958) au Commissariat à l'énergie atomique, Monod (1885-1968) à la direction du second degré, Le Rolland (1887-1957) à celle de l'enseignement technique, Billiet (1886-1957) à celle des Beaux-Arts. Il met en place la direction de la santé scolaire, celle des bibliothèques, des théâtres et de l'Opéra-Comique, avance un certain nombre de projets en faveur d'une extension de la scolarité, d'une unification et d'une diversification de l'enseignement, d'un droit à l'instruction et à l'enseignement du second degré pour tous, d'une place accrue à la formation technique, à la psychologie scolaire, à la formation de tous les maîtres dans les écoles normales et trace les grandes lignes du futur plan Langevin-Wallon. Du 20 août au 9 septembre, en trois semaines d'un labeur accablant, il aura relancé, dans ses formes et objectifs, un profond mouvement de réforme et de démocratisation qui marquera le siècle. ■

PIERRE ROCHE

HISTORIEN

LES GRANDS CONCERTS DE LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Le Maximum Kouette

Premier concert
de la scène
Zebrock : c'est
parti pour un ska
aux relents
punks de
Belleville, avec
l'une des figures
montantes
de la scène
parisienne.
BANJEE/ DALLE APRF



La scène Zebrock fête ses 20 ans, relais d'une longue histoire des scènes « secondaires » de la Fête de l'Humanité, qui ont offert de la visibilité à des musiques moins consensuelles ou à des artistes en devenir. C'est le groupe de rock indé Maximum Kouette qui, cette année-là, allume la mèche.

La musique à la Fête de l'Humanité, c'est toute une affaire qui ne se réduit pas à sa fameuse Grande Scène ! Du Kiosque au Palais de la moto, de la scène du Midi à Jazz'Hum' Ah ! ou encore la Scène des musiques du monde (ou de la Cité internationale), les sources de musique sont historiquement nombreuses. Apparue en 2004, la scène Zebrock, conduite par l'association du même nom, ouvre un espace pour un public preneur de diversité et de prise de risques. Pour sa première édition, la scène Zebrock propose une affiche faite d'artistes émergents suivis par un public fervent. En tête, le Maximum Kouette, l'une des figures montantes de la scène indé parisienne, remarquée par une cohésion rare, des paroles largement caustiques plutôt bien écrites et un sens aigu de la scène, son élément. Vedette du samedi soir – à l'époque la Fête dure deux jours –, les quatre filles fondatrices, Sister Moon au chant, Coxs à

la basse, Paka et Gene aux guitares, flanquées de David, le batteur, envahissent la scène Zebrock devant une foule qui les attend de pied ferme. Trois cuivres, Ben et Roby au trombone et Jean-Marc au saxophone, ferment la marche triomphale du Maximum Kouette bien décidé à en découdre. Tout le monde le sait, on va passer un sacré bon moment, de ceux dont on se souvient.

LE PUBLIC SAUTILLE, LE SLAM EST EN PLACE

À peine les jacks branchés, c'est parti pour un ska aux relents punks de Belleville, souligné par les pêches de cuivres bien frappées. Le public sautille : rapidement le slam se met en place et les corps naviguent de main en main tandis que sur scène la pression ne cesse de monter. On enchaîne. Solidement campée sur ses deux pieds, Moon chante à pleins poumons. Le pogo s'est installé, ça se bouscule. On entend les morceaux des

deux premiers disques de la formation, notamment ceux extraits de *Lundi, je m'y mets*, dernier en date, autoproduction écoulée à 14 000 exemplaires : *Paranoïa*, *Moi je t'aime pas*, *Lundi je m'y mets* bien sûr, et d'autres titres rodés sur des dizaines de concerts que le groupe a donnés avec chaque soir l'énergie du dernier. Sur scène, pas de relâche : Coxs ne fait plus qu'une avec sa basse qu'elle enveloppe de sa fine silhouette, tandis que les deux guitaristes se tirent la bourre sans retenue et que Moon, fière et heureuse, harangue et chante, encore et encore.

La nuit est tombée, on ne circule plus dans les allées pleines à craquer. Tout le monde est là chauffé à blanc et soudain, la scène est envahie par une bonne trentaine de filles et de garçons qui viennent eux aussi chanter et danser avec le groupe. Légère panique en coulisse : est-ce que ça va tenir ? En face, le public n'en finit pas de gigoter, surplombé par une large banderole appelant à rejeter la Constitution européenne, qui le sera effectivement quelques mois plus tard à l'issue d'un référendum historique. Le concert s'achève en apothéose par un *Machine World* d'anthologie. Pour une première édition, c'est une réussite : la Scène Zebrock de la Fête de l'Humanité est née. On remettra ça l'année suivante, en poussant un peu les murs. ■

EDGARD GARCIA



La Poste. Ça crée des liens entre nous.

Avec 35 000 points de services,
La Poste n'est jamais loin.

LES 400 DÉBATS HEURE PAR HEURE

■ L'Agora de l'Humanité
■ Forum social
■ Village du monde
■ Village du livre
■ Les Amis de l'Humanité
■ Village des territoires solidaires
■ Espace science et numérique

VENDREDI
13 SEPTEMBRE

14 heures

« L'éducation au numérique »
Avec Jean-François Chanet, ancien recteur, Sandra Gaudillière (CGT éducation).
ESPACE SCIENCE ET NUMÉRIQUE

« Agir face aux crises : être soignant-e à MSF »
MSF GLOBAL

14 h 30

Rencontre avec les équipes d'Action contre la faim ACF

« Rentrée parlementaire : quels enjeux et dynamiques après les élections législatives ? »
Avec Cécile Cukierman, sénatrice de la Loire, présidente du groupe CRCE-K, et Stéphane Peu, député de Seine-Saint-Denis, groupe GDR.
COOPÉRATIVE DES ÉLU-ES CRC, GROUPES CRCE-K ET GDR

15 heures

« Les JO dans la culture populaire »
Avec Marie-George Buffet, ancienne ministre, Shirine Boukli, judokate française, Nicolas Kssis-Martov, journaliste, et Philippe Sudre, responsable de club sportif. En partenariat avec le musée d'Histoire vivante.
AGORA

« 100 % sécu ou sans sécu ? »
Avec Cécile Velasquez et Jean-Marie Angeli (CGT organismes sociaux), et Sophie Elorri (Mutami). En partenariat avec la Fédération CGT des organismes sociaux.
FORUM SOCIAL

Carte blanche à Yuna Visentin pour *Spiritualités radicales*
STUDIO LIVRES

15 h 30

Carte blanche à Francis Combes, écrivain, pour le numéro de la *Pensée* sur Georges Politzer
VILLAGE DU LIVRE

« Mon alimentation, ma santé, mes choix ! Comment manger sain et pas cher pour nous et la planète »
L'ESCALE

« Organiser l'accès aux médicaments : la piste d'une pharmacie en ligne pour le Sud global »
MSF GLOBAL

15 h 40

Carte blanche à Hanna Assoulène pour *Guerriers de la paix*
STUDIO LIVRES

16 heures

« Comment faire cesser la chasse aux pauvres ? » Avec Valentine Maillochon, porte-parole du MNCP, Benoît Reboul-Salze, responsable d'ATD Quart Monde, et Henriette Steinberg, secrétaire générale du Secours populaire français.
AGORA

« Environnement, santé, inégalités : même combat ? »
Avec Denis Robin, directeur général de l'ARS Ile-de-France, Alice Toussaint, chargée de mission à l'Association des familles victimes du saturnisme, Yves Charpak, médecin élu local en Seine-et-Marne, Yannick Nadesan, président du réseau français des Villes-Santé OMS, et Manuel Domergue, directeur des études de la Fondation Abbé-Pierre. En partenariat avec l'ARS.
VILLAGE DES TERRITOIRES SOLIDAIRES

Rencontre avec les comités locaux LES AMI-ES DE L'HUMANITÉ
Carte blanche à Marcellin Nadeau, député (GDR) de Martinique, pour *Nous sommes la nature !*
VILLAGE DU LIVRE

16 h 15

« Libre avec un smartphone ? »
Avec Dominique Poitevin, philosophe et ingénieur.
ESPACE SCIENCE ET NUMÉRIQUE

16 h 30

Carte blanche à Jérôme Beauvisage, historien, pour *L'extrême droite, permanence et métamorphoses*
VILLAGE DU LIVRE

Carte blanche à Fred Leclerc pour *Journal d'un prof à la gomme*
STUDIO LIVRES

« L'attractivité de la fonction publique, la fiche de paie, mais encore ? » Avec Natacha Pommet, secrétaire générale de la CGT services publics, Deniz Öztoran, maire PCF de Bonneuil-sur-Marne, et Ugo Bernalicis, député FI. En partenariat avec la fédération CGT des services publics.
FORUM SOCIAL

16 h 45

Urgence Gaza, 1^{re} partie : « Du crime contre l'humanitaire au crime contre l'humanité »
Avec Didier Fassin, professeur au Collège de France, et Ziad Medoukh, professeur de français, Palestinien (en direct depuis Gaza).
AGORA

17 heures

Rencontre avec les journalistes de l'Humanité à l'occasion des 120 ans du journal
LES AMI-ES DE L'HUMANITÉ

« Santé au travail : un levier de santé publique ? » Avec Hélène Boulot, directrice de l'Andeva, Lionel De Almeida, administrateur des Mutuelles de France, et Julien Allart, directeur d'Acceo.
L'ESCALE

« Cuba, le terrorisme et l'arbitraire du département d'État américain »
Avec Charlotte Balavoine (PCF) et Julio César García, député cubain.
VILLAGE DU MONDE

Carte blanche à Dalya Daoud, romancière, pour *Challah la danse*
VILLAGE DU LIVRE

« Révolution féministe : condition du progrès social et défi de civilisation » Avec Alyssa Ahrabare (Clef), Jonathan Machler (Cap international), Sabine Reynosa (CGT), Suzy Rojzman (CNDF), Laura Slimani (Fondation des femmes), Shirley Wirten (PCF).
CN PCF

« Face à la montée des mouvements anti-choix, l'éducation complète à la sexualité comme meilleur rempart »
PLANNING FAMILIAL

« Lutttes locales écologistes en France : où en est-on ? »
FONDATION DANIELLE-MITERRAND

« Guerre au Soudan : l'enfer à huis clos »
MSF GLOBAL

« Dénî démocratique de Macron : une première »
PARTI SOCIALISTE

« Maghreb : droits humains et détention politique »
ASDHOM-AMDH

« Le Front populaire au quotidien : actions politiques locales et nationales au service de l'intérêt général »
Avec Patrice Bessac (Montreuil), Éric Piolle (Grenoble), Damien Maudet (Haute-Vienne).
COOPÉRATIVE DES ÉLU-ES CRC, GROUPES CRCE-K ET GDR

17 h 10

Carte blanche à Michel Féher pour *Producteurs et parasites. L'imaginaire si désirable du Rassemblement national*
STUDIO LIVRES

17 h 30

Entretien avec Lucie Castets, candidate à la fonction de première ministre du Nouveau Front populaire
AGORA

Carte blanche à Clara Mautalent, psychologue, pour *En finir avec les idées fausses sur le handicap*
VILLAGE DU LIVRE

« Fret SNCF : quelles solutions pour contrer la privatisation ? »
Avec Pascal Savoldelli, sénateur, et Thierry Nier, secrétaire général de la CGT cheminots.
PCF VAL-DE-MARNE

« Santé planétaire en péril : la protection sociale peut-elle sauver notre santé mentale ? »

Avec Sylvie Ben Jaber, présidente de la Mutuelle familiale, Éric Chenut, président de la Mutualité française, Jean-Pascal Labille, secrétaire général de l'Union nationale des mutualités socialistes belges-Solidaris, et Magali Payen, fondatrice du mouvement On est prêt. En partenariat avec la Mutuelle familiale.
VILLAGE DES TERRITOIRES SOLIDAIRES

« Quelle politique économique pour en finir avec l'austérité ? »
Avec Dany Lang, universitaire, Fabienne Rouchy (Cese), et Frédéric Boccara (PCF).
PCF DRÔME

« Solidarité et résistance »
URGENCE PALESTINE

« L'immigration n'est pas un problème, le racisme en est un ! »

Avec Damien Carême (député européen FI), Ramatoulaye Diop (SOS Racisme), Maëlle Nizan (Fage) et Pedro Vianna (CNDA).
SOS RACISME

18 heures

Carte blanche à René Moustard, ancien président de la FSGT, pour *Militant du sport populaire*
VILLAGE DU LIVRE

« Lithium, cuivre, tingstène... faut-il rouvrir des mines pour les métaux stratégiques en France ? »
Avec Yannick Monnet, député PCF, Olivier Vidal, Nadia Salhi, syndicaliste CGT, et Catherine Tissot-Colle, ancienne membre de la direction d'Eramet.
ESPACE SCIENCE ET NUMÉRIQUE

« Quand le Nord pollue, le Sud meurt »
Avec Tran To Nga, militante et journaliste franco-vietnamienne, Léa Lo Van (collectif Vietnam dioxine), Lydie Rauld (collectif des ouvriers agricoles empoisonnés par les pesticides) et Anna-Lena Rebaud (les Amis de la Terre).
VILLAGE DU MONDE

« Le NFP à l'épreuve du nouveau gouvernement »
PARTI SOCIALISTE

« Lutter pour nos services publics contre la désespérance sociale »
SOLIDAIRES

« Les Rifains et l'exil dans l'œuvre de Habiba Benhayoune : une exploration du livre *Cœur berbère* »
RIF

18 h 30

Défaire le RN, 1^{re} partie : « Comprendre pour agir »
Avec Ludvine Bantigny, historienne, Safia Dahani, sociologue, et Félicien Faury, politiste.
AGORA

Rencontre avec le comité de vigilance antifasciste
VILLAGE DU LIVRE

« Présentation des propositions pour la justice du SAF et du SM »
SAF-SM

« L'antiracisme au cœur de l'émancipation »
FRANCE INSOUmise

« Climat, paix, guerre »
MOUVEMENT DE LA PAIX

19 heures

Entretien avec Emmanuel Tjibaou, député de Kanaky - Nouvelle-Calédonie (GDR)
VILLAGE DU MONDE

« Face à l'horreur : quel rôle pour MSF à Gaza ? »
MSF Global

19 h 30

« Reconquérir le monde du travail face au RN »
Avec Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, Lucie Castets, candidate du NFP au poste de premier ministre, Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT CN PCF

Carte blanche à Guillaume Meurice avec les « bannis » de Radio France
AGORA

« La crise politique »
LUTTE OUVRIÈRE

19 h 45

« La jeunesse kanak entre indépendance et guerre coloniale »
VILLAGE DU MONDE

20 heures

« Les LGBTI face à l'extrême droite, comment construire un antifascisme populaire »
LES INVERTI-ES

« Voix de Palestine »
AFPS

SAMEDI
14 SEPTEMBRE

10 heures

Carte blanche à Alain Ruscio pour *La première guerre d'Algérie (1830-1852), une histoire de conquête et de résistance*
AGORA

Carte blanche à Monique Pinçon-Charlot, sociologue, et Gwenn Dubourthoumieu, photographe, autrices d'*Entre-soi, le séparatisme des riches*
VILLAGE DU LIVRE

Débat avec Edwy Plenel, pour la sortie de son nouvel essai *le Jardin et la jungle. Adresse à l'Europe sur l'idée qu'elle se fait du monde*
LES AMI-ES DE L'HUMANITÉ

Carte blanche à Tanguy Perron, auteur de *Tapis rouge et lutte des classes*
STUDIO LIVRES

10 h 30

Inauguration du Village du monde par Fabien Gay, directeur de l'Humanité.
VILLAGE DU MONDE

Lancement de l'Observatoire des morts au travail
Avec Fabienne Bérard, présidente du collectif Familles : stop à la mort au travail, Véronique Daubas-Letourneux, sociologue, Pierre Dharréville, élu PCF, Véronique Labatut, responsable de la CGT inspection du travail, Anthony Smith, ancien inspecteur du travail, et Jérôme Vivenza, responsable santé au travail de la CGT.
AGORA

« Le secteur culturel et médiatique est-il antiraciste ? »

Avec Héroïse Dridi, productrice, Marine Bachelot Nguyen, metteuse en scène, Salomé Gadafi, Nadège Beausson-Diagne, Ismaël Metisse, Maxime Séchaud, Soraya Morvan-Smith et Manda Touré. En partenariat avec la fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle CGT.
FORUM SOCIAL

« Il y a cinquante ans, la révolution des œillets »
Avec Raquel Varela, historienne, José Vieira, documentariste, et Ugo Palheta, sociologue. En partenariat avec les *Cahiers d'histoire*.
VILLAGE DU LIVRE

« Des luttes, des rêves et l'unité. L'expérience du NFP dans la Manche »
PCF SEINE-MARITIME

« Travail, logement, environnement : la justice au service du capital ? »
SAF-SM

« Former des résistances locales face à l'extrême droite et reconstruire l'avenir : enjeux et défis »
ATTAC

« France des tours, France des bourgs : comment répondre aux aspirations populaires ? »
Avec les députés Nicolas Sansu (PCF), François Ruffin (Picardie debout), Sophie Taillé-Polian (Génération-s).
PCF CHER

« Face à l'accaparement des milliardaires, comment garantir l'indépendance des médias ? »
GÉNÉRATION-S

« Former des résistances locales face à l'extrême droite et reconstruire l'avenir : enjeux et défis »
FONDATION DANIELLE-MITERRAND

10 h 40

Carte blanche à Emmanuelle Faguer autrice des *Désobéissantes*
STUDIO LIVRES

10 h 45

« Pas de ruralité vivante sans lycée agricole public ! »
FSU

11 heures

Projection-débat de *Julian Assange, enfin libre !*
Avec Dominique Pradalié, Rony Brauman, Laurent Dauré et Meriem Laribi. En partenariat avec les Mutins de Pangée.
LES AMI-ES DE L'HUMANITÉ

« Comment peut-on aider Cuba en attendant la levée du blocus ? »
Avec Rose Marie Lou, Cuba Linda, Otto Vaillant Frias, ambassadeur de Cuba en France, Charlotte Balavoine, responsable de la campagne PCF pour Cuba, Victor Fernandez, président de Cuba Coopération, Fabrice Leclerc, président de France Cuba, Didier Lalande, président de Cuba Linda. En partenariat avec Cuba Linda.
VILLAGE DES TERRITOIRES SOLIDAIRES

« Contre la réforme du choc des savoirs, une réforme progressiste de l'école » Avec Benoît Teste, secrétaire général de la FSU, Pierre Ouzoulis, sénateur CRCE-K, Sébastien Laborde, réseau école PCF, Sigrid Gérardin, syndicaliste CN PCF

« Le projet secret de Pierre-Édouard Stérin pour installer le RN au pouvoir »
Avec Thomas Lemahieu, grand reporter de l'Humanité.
PCF CHARENTE

« Quel combat pour la paix ? »
PCF MITRY-MORY - VILLEPARISIS - COMPANS ET AGGLOMÉRATION MELUNAISE

« Salaires, retraites, écologie : comment faire plier Macron ? »
FRANCE INSOUmise

« Paroles de femmes précaires, isolées, issues des quartiers populaires »
PLANNING FAMILIAL

Débat avec les forces du NFP de l'Oise
PCF OISE-PICARDIE

« Le logement social en Val-de-Marne »
Avec Pascal Savoldelli, sénateur, et Hocine Tmimi, conseiller départemental.
PCF CHOISY-LE-ROY, VILLENEUVE-SAINT-GEORGES ET ESPRIT VITRY

« Le communisme qui vient ». Carte blanche à Bernard Friot et Bernard Vasseur, auteurs du *Communisme qui vient*
PCF SEINE-SAINT-DENIS

Séance de dédicace avec les écrivains Valère Staraselski et Philippe Pivion
PCF PAS-DE-CALAIS

« Un véritable statut pour les stagiaires »
PCF BRETAGNE

« L'abolition de la prostitution, un enjeu pour la gauche » Avec Jonathan Machler (Cap International), Shirley Wirden (PCF), PCF PARIS
« Protection de l'enfance, un secteur en danger » MAYENNE - MAINE-ET-LOIRE - SARTHE
« Quel avenir pour la voiture individuelle ? » PCF NORD
« La résistance continue face à une nouvelle Nakba » UJFP
« Gagner le congé hormonal : un pas vers l'égalité au travail ? » SOLIDAIRES
« Paix et démocratie » MOUVEMENT DE LA PAIX
« 2026, à la conquête des municipales : rassembler pour agir et porter l'ambition de nouvelles politiques publiques » Avec Philippe Rio et Fabienne Leguicher COOPÉRATIVE DES ÉLU-ES CRC, GROUPES CRCE-K ET GDR

11 h 15 Carte blanche à Saliha Boussedra, philosophe, autrice de <i>Féministe avec Marx</i> En partenariat avec la Fondation Gabriel-Péri, VILLAGE DU LIVRE
--

11 h 30 « Déserts médicaux : faut-il en finir avec la liberté d'installation ? » Avec Hadrien Clouet, député FI, Olivier Corzani, maire PCF de Fleury-Mérogis, Véronique Ecoche-Duval, de l'Association des citoyens contre les déserts médicaux, Franck Prouhet, médecin libéral syndicaliste, et Christophe Prudhomme, médecin urgentiste, AGORA

Rencontre avec nos trois députés et notre sénatrice des Yvelines ESPACE COMMUNISTE DES YVELINES
--

Carte blanche à Alain Monnier, auteur de <i>D'autres terres que les nôtres</i> STUDIO LIVRES

Rendez-vous des syndicalistes PCF MARNE
--

« Quel avenir pour le NFP ? » L'APRÈS ENSEMBLE !-GDS.
--

« NFP : quelle nouvelle logique économique pour répondre aux attentes sociales ? » YVETTE-CEA ET MASSY VAL DE BIÈVRE

« Prends l'apéro avec ton député » PCF SEINE-MARITIME
--

11 h 45 Carte blanche à Frédéric Paulin, auteur de <i>Nul ennemi comme un frère</i> VILLAGE DU LIVRE

12 heures « Art et LGBTQI : la représentation, c'est suffisant ? » LES INVERTI-ES
--

« Libertés Actus. Un journal numérique au service de la bataille idéologique » Avec Hervé Poly, Estéban Evrard, Kamel Ben Azouz, PCF PAS-DE CALAIS

12 h 10 Carte blanche à Sophie Danger, autrice d' <i>Alice Milliat. La femme olympique</i> STUDIO LIVRES

12 h 15 « Fêtons les 120 ans de l'Humanité » Avec Fabien Gay, directeur de l'Humanité. En présence d'Angela Davis, militante africaine-américaine, AGORA

12 h 15 « Vers un renouveau du matérialisme ? » Avec Guilhem Mevel, politiste, et Florian Gulli, philosophe. En partenariat avec la Pensée, VILLAGE DU LIVRE

12 h 30 « Le tourisme social, un bien commun à défendre » Avec Michelle Demessine, présidente de l'Unat, Sylvie Dessenne, vice-présidente du Goees, Nicolas Cano, président de l'Ancav, VILLAGE DES TERRITOIRES SOLIDAIRES
Témoignages de Gaza Avec Majed Abu Shamleh et Hala Abou-Hassira, VILLAGE DU MONDE

« Que faire face à la crise de la médecine de premier recours ? L'hôpital, seul rempart ? » Avec Christian Bensimon (MDM), Martine Da Luz, (MCVPAP), Michèle Leflon, présidente de la Coordination des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, Frédéric Villebrun et Julie Chastang, coprésident-es de l'Union syndicale des médecins de centres de santé, L'ESCALE
--

« Les va-t-en guerre dans l'Union européenne » PGE

13 heures Carte blanche à Angela Davis, militante africaine-américaine AGORA

« Gaza et la Palestine disparaissent sous les yeux du monde. Un État pourra-t-il mettre fin à l'occupation et aux crimes ? » Avec Ahmad Abu Holi (OLP), Anne Tuaillon (AFPS), Peter Mertens (PTB, Belgique), Mathilde Caroly (PCF), VILLAGE DU MONDE

Carte blanche à Julie Pagis, sociologue, autrice du <i>Prophète rouge</i> VILLAGE DU LIVRE

Témoignages d'athlètes afghans en exil N'OUBLIONS PAS L'AFGHANISTAN
--

« Comment intensifier la solidarité avec nos prisonniers politiques ? » FRONT POPULAIRE DE TURQUIE

« Quelles conquêtes pour le pays grâce au Nouveau Front populaire ? » GÉNÉRATION-S

« Le contrôle des semences agricoles, une guerre silencieuse » PCF PARIS 12• ET CHEMINOTS
--

13 h 15 « Eau, énergie, environnement : luxe ou enjeux d'avenir ? » Avec Fabrice Coudour (FNME-CGT), Marine Tondelier (Les Écologistes), et Luc Rémont, président d'EDF, En partenariat avec la fédération des mines et de l'énergie-CGT FORUM SOCIAL

13 h 30 Carte blanche à Christian Langeois, auteur d' <i>Entre hier et demain, Louis Viannet</i> VILLAGE DU LIVRE
--

Carte blanche à Patrick Amand, auteur de <i>Merci la Résistance</i> STUDIO LIVRES
--

14 heures « Les défis du Nouveau Front populaire » Avec Manuel Bompard, coordinateur de la FI, Olivier Faure, premier secrétaire du PS, Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, et Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes, AGORA

« Quand l'art et la science se rencontrent pour susciter des imaginaires » Avec Nathalie Guimbretière, plasticienne, et Frédéric Baudin, astrophysicien, ESPACE SCIENCE ET NUMÉRIQUE

« Militants du mouvement social : l'extrême droite ne passera pas par nous ! » Avec Emmanuelle Lavignac (Ugict-CGT), Louise Gaxie (Fondation Gabriel-Péri), Hélène Gaufichon (Solimut Mutuelle) et Nathalie Téhio (LDH), L'ESCALE
--

« Les instrumentalisations de l'histoire par l'extrême droite » Avec Florian Besson et Nicolas Offenstadt, historiens, En partenariat avec le Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire, VILLAGE DU LIVRE
--

« Les communes : des manières de résister et d'expérimenter en commun » Avec André Laignel (AMF, PS), Claudine Bichet (Bordeaux, EELV), Johanna Rolland (Nantes, PS), Philippe Rio (Grigny, PCF), Pierre Garzon (Villejuif, PCF), Denis Öztörün (AMF, PCF), CN PCF

« Détenus, retenus, enfermés : une (in)justice de classe » SAF-SM
--

« L'intelligence artificielle, une révolution qui inquiète autant qu'elle fascine » VILLE DU PLESSIS-PÂTÉ
--

« La place des enfants dans l'espace public » TLM
--

« Gaza : Shay wa Hiwar. » Thé et discussions AFPS
--

« Calais, récits d'exils brisés face la violence d'État » MSF GLOBAL

Carte blanche à Patrick Amand auteur de <i>Merci la Résistance</i> STUDIO LIVRES

« Pour une justice sociale, économique et démocratique, contre les forces capitalistes, dont le RN : quelles solutions ? » PCF CORBEIL, VILLABÉ, ÉVRY, LISSES, SAINT-GERMAIN, SAINT-PIERRE

Débats des gauches : « La représentation, c'est suffisant ? » LES INVERTI-E-S
--

« La gauche veut-elle lutter contre le racisme ? », avec Dominique Sopo (SOS Racisme), Rodrigo Arenas (FI), Dieynaba Diop (PS) SOS RACISME
--

« Accès à la santé dans la ruralité » AUBERGE GASCONNE

« La jeunesse face à la montée de l'extrême droite en Europe » Avec Félicien Faury, sociologue, Luis Hidalgo, président de la FMJD, et Afonso Beirao (JC du Portugal) PCF HAUTE-GARONNE
--

« Le combat face à l'extrême droite, carte blanche à Louis Boyard, député, et à ses invités » PCF FRESNES, L'HAY-LES-ROSES, ORLY, VILLENEUVE-LE-ROI ET ABLON

Débat avec les fondateurs de l'Après : Clémentine Autain, Alexis Corbière, Raquel Garrido, Hendrik Davi, Danielle Simonnet L'APRÈS ENSEMBLE !-GDS
--

« Stop les guerres ! » MOUVEMENT DE LA PAIX
--

« Décoloniser, ça veut dire quoi ? » URGENCE PALESTINE

« Aide sociale à l'enfance. De l'importance des élu-es communistes des conseils départementaux » ESPACE BRETAGNE

Le centenaire d'Armand Gatti Avec Jean-Pierre Léonardini, Olivier Neveux et Michel Séonnet, LES AMI-ES DE L'HUMANITÉ

« Génocide en Palestine, comment arrêter Israël ? » UJFP

« Médias : comment faire vivre le pluralisme et la démocratie contre la concentration capitaliste ? » Avec Patrick Le Hyaric, ancien directeur de l'Humanité, Pierre Jacquemain, rédacteur en chef de <i>Politis</i> , Sophie Taillé-Pollan, députée Génération-s, membre de la commission d'enquête parlementaire sur la TNT, PCF HAUTS-DE-SEINE
--

14 h 10 Carte blanche à François Da Rocha Carneiro, auteur d' <i>Un peuple et son football</i> STUDIO LIVRES

14 h 20 Carte blanche à Aurélie Godard, médecin anesthésiste réanimatrice (MSF), et Guillemette Thomas, coordinatrice médicale (MSF) VILLAGE DU MONDE
--

14 h 30 « La cotisation sociale, un outil d'émancipation et de souveraineté populaire » Avec Bernard Friot, économiste de la protection sociale, Sylvie Dubois, vice-présidente de la région Centre - Val de Loire, Francis Balay, président de l'Union nationale alternative mutualiste, Fethi Cheikh, président d'Aubéane mutuelle, Yvan Perez, CGT, En partenariat avec Alternative mutualiste, VILLAGE DES TERRITOIRES SOLIDAIRES
--

« Comment rassembler les couches populaires et moyennes dans le combat de classe » Avec Léon Deffontaines, porte-parole du PCF, et Fred Mellier, de la commission entreprises du PCF PCF VAL-DE-MARNE

« Quelles actions concrètes pour développer l'offre et l'accès aux soins dans nos territoires » PCF SEINE-MARITIME

« Face à un monde qui marche à la guerre, quelle politique pour la classe ouvrière ? » LUTTE OUVRIÈRE
--

« Rentrée sociale : se mobiliser pour tout changer ! » SOLIDAIRES
--

« Culture de paix : vers une « diplomatie » des collectivités locales » Avec Clare Hart (Montpellier Méditerranée Métropole), Mehdi Salhi (Liège, Parti du travail de Belgique), Taylan Coskun (PCF), COOPÉRATIVE DES ÉLU-E-S CRC, GROUPES CRCE-K ET GDR

Belgique, Autriche, France : quelle stratégie de renforcement des partis (PTB, KPÖ, PCF) Avec Elsa Koerner (PCF), Kevin Guillas-Cavan, Léonard Merlin (PTB) LES TROIS BOUGNATS
--

« Extrêmes droites au pouvoir en Amérique latine : régression des droits et impunité (Argentine, Uruguay) » FAL/DONDE ESTAN/CRID

14 h 40 « Les prisonniers palestiniens : une lutte nationale » Avec Salah Hammouri, avocat franco-palestinien, Qaddoura Farès en charge des prisonniers pour l'Autorité palestinienne, et Munther Amira, président du Comité de prisonniers de Cisjordanie, emprisonné après le 7 octobre, VILLAGE DU MONDE
--

14 h 45 « Comment faire renaître le service public ferroviaire ? » Avec Thierry Nier, secrétaire général de la CGT cheminots, Fabrice Charriere, secrétaire général de l'Unsa-ferroviaire, David Valence, député Renaissance, Jean-Pierre Farandou, président de la SNCF, Pascal Savoldelli, sénateur PCF. En partenariat avec la CGT cheminots FORUM SOCIAL
--

Carte blanche à Gérard Mordillat, auteur des <i>Exaltés</i> VILLAGE DU LIVRE

15 heures Débat avec Monique Pinçon-Charlot et des syndicalistes LES AMI-ES DE L'HUMANITÉ
--

« La situation politique et des droits humains au Maroc : et le Rif de demain ? » RIF
--

« Taxons les riches » ATTAC

Réunion du réseau CoopCab des directeur-rices de cabinet. COOPÉRATIVE DES ÉLU E S CRC, GROUPES CRCE-K ET GDR
--

« Faire Front populaire durablement ! » GÉNÉRATION-S

« École publique, école de la République » PCF PARIS 13
--

« Montée de l'extrême droite et de la droite conservatrice : les féministes s'organisent et passent à l'action en France et à l'international » PLANNING FAMILIAL
--

« Les méga-bassines, vers la guerre de l'eau ? » JC PUY-DE-DÔME ET LOIRE

« Pour un front réellement populaire et citoyen ! Chiche ? » LE PRINTEMPS DE CORBEIL-ESSONNES
--

« Antiracisme, anticolonialisme. Quelle dynamique pour faire front ? » ATMF
--

« Résistance, reconstruire le parti de classe et de masse sur des positions de rupture » PCF SAINT-QUENTIN, AISNE
--

« Où en est le Nicaragua, 45 ans après la victoire de la Révolution populaire sandiniste ? » NICARAGUA-FSLN-VAUX-EN-VELIN-SEBACO-SOLIDARITÉ DÉVELOPPEMENT
--

« Comment accompagner les habitant-e-s d'Haïti en difficulté alimentaire et sanitaire ? » MOUVEMENT INTERNATIONAL SOLIDAIRE POUR HAÏTI

« La situation politique et sociale en Kanaky » USTKE/PT-UC- KANAKY-NOUVELLE-CALÉDONIE

« Où en est le Mouvement des sans-terre, quarante ans après sa création ? » MST BRÉSIL

15 h 10 Carte blanche à Mahir Güven, auteur de <i>Rien de personnel</i> STUDIO LIVRES
--

15 h 15 Carte blanche à Angela Davis pour <i>Mumia : la plume et le poing</i> et Alain Mabankou, auteur d' <i>Angela Davis, l'Amérique et moi</i> VILLAGE DU LIVRE

15 h 30 « Contre le coup d'État constitutionnel, la VI ^e République ? » Avec Cyrielle Chatelain, présidente des députés Écologiste et social, Cécile Cukierman, présidente des sénateurs CRCE-K, Benjamin Morel, constitutionnaliste, Mathilde Panot, présidente des députés FI, et Boris Vallaud, président des députés socialistes, AGORA

« La directive européenne sur le devoir de vigilance : la fin de l'impunité des multinationales ? » Avec Clara Alibert (CCFD-Terre solidaire), Marcellin Jehl (Amis de la Terre), Mathilde Pousseo (Éthique sur l'étiquette) et Blaise Desbordes, directeur de Max Havelaar France. En partenariat avec Max Havelaar France, VILLAGE DES TERRITOIRES SOLIDAIRES
--

« 80 ans : La Sécu à la diète, les assurés trinquent ! » Avec Jean-Marie Angeli, CPAM des Bouches-du-Rhône, Simon Arambourou, membre du collectif Nos services publics, Yannick Monnet, député PCF, et Pascale Vatel, secrétaire générale des Mutuelles de France, L'ESCALE
--

« La force du travail collectif pour l'émergence d'alternatives : Thalès, médicaments, médecins cubains à Guingamp » PCF BRETAGNE
--

« Haïti, Tchad, Gaza : déployer un hôpital de campagne en plein chaos » MSF GLOBAL

15 h 40 « Georges Ibrahim Abdallah doit être libéré » Avec André Chassaigne (PCF), Andrée Taurinya (LFI) et José Navarro de son comité de libération, VILLAGE DU MONDE

15 h 45 Rencontre du livre jeunesse STUDIO LIVRES
--

16 heures
« Droit de vote des résidents : une question d'égalité » Avec Habiba Bigdade (LDH), Mohamed Ben Saïd (FTCR) et Monique Dental (Ruptures) PCF HAUTS-DE-SEINE
« Israël-Palestine : de la colonisation au génocide ? » FRANCE INSOUMISE
« Les JOP 2024 sont-ils de gauche ? » PARTI SOCIALISTE
« Génocide : état des lieux, stratégies de résistance sur le terrain et à l'international » UJFP
« Le mal-logement, notre avenir à tous ? » DAL
« Migrer pour survivre, immigration d'hier et de demain » ESPACE COMMUNISTE DES YVELINES
« La politique du Parti communiste du Kurdistan-Irak » PC DU KURDISTAN-IRAK
« Rôle des pays d'outre-mer dans la politique française, dans leur espace géopolitique respectif » Avec Claude Hoarau, Hervé Lauret, Fabrice Hoarau, Perceval Gaillard, Frédéric Maillot, Jean-Hugues Ratenon, Évelyne Corbière, LA RÉUNION ASS 2 ATF
« Soin, éducation, des services publics au bord du gouffre : comment retrouver le sens de ces métiers ? » FSU
« Comment transformer la société par la non-violence ? » RÉSISTER PAR LA NON-VIOLENCE
« Le mouvement social et le NFP, une nouvelle ère politique ? » L'APRÈS ENSEMBLE I-GDS
« Conscience de classe, conscience de race, conscience de genre : il faut un cap clair ! » Avec Annie Lahmer, Yessa Belkhodja, Antoine Léaument et Olivier Besancenot, RED JEUNES
« Pluralisme des médias : un enjeu capital contre le capital » Avec Catherine Tricot (<i>Regards</i>), Sylvestre Huet (<i>Libération, le Monde, l'Humanité</i>), Julien Théry (<i>Le Média</i>), Pierre Laurent (<i>l'Humanité</i>), PCF BAGNEUX-BOURG-LA-REINE
Rencontre avec le NFP ivryen PCF IVRY-SUR-SEINE
« Le parti pris des médias occidentaux et la domination du récit israélien » PALESTINE, COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE PATRIMOINE
« Quel héritage pour les JO en Seine-Saint-Denis ? » Avec Bernard Thibault, coprésident du comité de suivi de la charte sociale des JO de Paris, Serge Reitchess, militant Snep, et Sofia Boutrih, conseillère municipale de Saint-Denis, PCF SEINE-SAINT-DENIS
16 h 10
« Les journalistes palestiniens et travailleurs des médias, des cibles pour Israël ? » Avec Nasser Abu Bakr, président du Syndicat des journalistes palestiniens, Dominique Pradalié, présidente de la FIJ, et Pierre Barbancey, journaliste de <i>l'Humanité</i> , VILLAGE DU MONDE

16 h 15
Grand débat avec Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, et Patrick Martin, président du Medef En partenariat avec la CGT, FORUM SOCIAL
« L'intelligence artificielle dans le monde du travail : l'exemple du jeu vidéo » Avec Pablo Rauzy, Antoine Vugliano, Eva Schmeltz, ESPACE SCIENCE ET NUMÉRIQUE
« RN : réalités géographiques et sociales : comment résister et affronter ? » Avec Denis Öztoran (Bonneuil-sur-Marne), Jérémy Bacchi (Bouches-du-Rhône), Julien Quennesson (Somain), Gladys Grelaud (Bretagne) COOPÉRATIVE DES ÉLU-E-S CRC, GROUPES CRCE-K ET GDR
16 h 30
Carte blanche à Jean-Pierre Siméon, poète, auteur d' <i>Avenirs</i> VILLAGE DU LIVRE
« Engagement des entreprises de l'ESS pour l'écologie populaire » Avec Frédérique Lamarre (MGEN), Benoît Hamon, président d'ESS France, Charles Fournier, député, Maryline Filippi, économiste, Erwan Ruty, entrepreneur social, Muriel Pico, DRH MGEN. En partenariat avec la MGEN VILLAGE DES TERRITOIRES SOLIDAIRES
Débat avec Ernest Pignon-Ernest et Pierre-Louis Basse autour de leur livre <i>la Ruée vers l'Or</i> Ami-e-s de l'Humanité,
« Jeunesse : moins de répression, plus d'émancipation ! » Avec Pouria Amirshahi (député EELV), Sacha Halgand (SOS Racisme), Hania Hamidi (Unef), Éléonore Schmitt (Union étudiante) et Stéphane Troussel (président du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis). SOS RACISME
16 h 40
Carte blanche à Béatrice Orès, autrice d' <i>Antisionisme, une histoire juive</i> STUDIO LIVRES
16 h 45
« Une gauche efficace contre l'extrême droite, comment ? » GÉNÉRATION-S
17 heures
Carte blanche à Nicolas Renahy, sociologue, auteur de <i>Jusqu'au bout</i> , en présence de Christian Corouge, militant ouvrier CGT VILLAGE DU LIVRE
Carte blanche à Judith Godrèche, actrice et scénariste AGORA
« L'alimentation, nouveau champ de la Sécurité sociale pour tendre vers la santé globale ? » Avec Jonathan Dubrulle, animateur du groupe pêche et forêt du PCF, Lucien Fontaine, fondateur de la Collab solidaire à Amiens, Pierre Méry, administrateur des Mutuelles de France, L'ESCALE
Café des parlementaires : viens rencontrer tes élus PARTI SOCIALISTE

« Nourrir l'humanité ou sauver le climat : faut-il choisir ? » Avec Valérie Masson-Delmotte, climatologue, Marc Dufumier, agronome, CŒUR D'ESSONNE
« Après le succès du RN dans les urnes, comment faire reculer l'extrême droite ? » Avec Thomas Lemahieu, grand reporter à <i>l'Humanité</i> , Violaine Girard, sociologue, et Aurélien Boudon, secrétaire national Solidaires, SOLIDAIRES
« Palestine et droit international » ASDHOM-AMDH
« Les enjeux de la fin de vie pour la jeunesse » ADMD
« Le Code de l'indigénat, application en Nouvelle-Calédonie-Kanaky » TLM
« Après le succès du RN dans les urnes, comment faire reculer l'extrême droite ? » SOLIDAIRES
« Les migrations en questions : sortons des fantasmes ! » MSF GLOBAL
« De Gaza à l'Assemblée nationale, les liens entre politique du gouvernement israélien et extrême droite française » Avec Taoufiq Tahani (AFPS), PCF FRESNES, L'HAY-LES-ROSES, ORLY, VILLENEUVE-LE-ROI ET ABLON
« Quels sont les enjeux du libre-accès des transports en commun » PCF SEINE-MARITIME
17 h 20
« Ordre mondial, quand le Sud se rebiffe » Avec Didier Billion (Iris), Félix Atchadé (PCF) et Ana Prestes (PCdoB), Village du monde
Carte blanche à Samuel Grzybowski, auteur des <i>Terroirs et la gauche</i> STUDIO LIVRES
17 h 30
Meeting de Fabien Roussel, secrétaire national du PCF SCÈNE ANGELA DAVIS
Remise du premier Prix du polar de <i>l'Humanité</i> VILLAGE DU LIVRE
« Non à la disciplinarisation d'une jeunesse placée sous contrôle » Avec Joëlle Bordet (LDH), Laurence De Cock, historienne, Carole Sulli (SAF). En partenariat avec la Ligue des droits de l'homme VILLAGE DES TERRITOIRES SOLIDAIRES
Débat avec Bernard Friot, sociologue et économiste, et Bernard Vasseur, philosophe, sur le thème « Le communisme qui vient » LES AMI-ES DE L'HUMANITÉ
Rencontre avec Olivier Faure, premier secrétaire du PS PARTI SOCIALISTE
« Les impacts régionaux et internationaux de la cause palestinienne » URGENCE PALESTINE

« Donald Trump aux portes du pouvoir ? Stratégies de la gauche radicale » Avec Antoine Guerreiro, Harrison Stetler (Democrats socialists of America), PCF HAUTS-DE-SEINE
17 h 45
Défaire le RN, 2 ^e partie : « Comment unir les classes populaires ? » Avec Raphaël Arnault, député FI, Marie Pochon, députée Les Écologistes, François Ruffin, député Picardie debout !, et Nicolas Sansu, député PCF, AGORA
18 heures
« Expertise, démocratie, journalisme et fake news » Avec Gilles Ramstein, chercheur, et Sylvestre Huet, journaliste, ESPACE SCIENCE ET NUMÉRIQUE
« Face à l'offensive transphobe et pour une révolution homosexuelle, organisons-nous ! » LES INVERTI-ES
Débat avec les fondateurs de l'Après : Clémentine Autain, Alexis Corbière, Raquel Garrido, Hendrik Davi, et Danielle Simonnet L'APRÈS ENSEMBLE I-GDS
Débat politique LUTTE OUVRIÈRE
18 h 15
« L'ouverture à la concurrence » En partenariat avec la CGT transports, FORUM SOCIAL
18 h 30
Carte blanche à Fabienne Lasalle, de SOS Méditerranée L'ESCALE
« Au Mexique, la presse dominante contre la gauche au pouvoir » Avec Rafael Pineda, caricaturiste, Alvaro Delgado, journaliste d'investigation, et Obey Ament, spécialiste du Mexique, VILLAGE DU MONDE
« Résistance aux antibiotiques : l'IA peut-elle nous sauver ? » MSF GLOBAL
18 h 40
Meeting : « Front démocratique contre l'extrême droite, organisons la riposte ! » SCÈNE JOSÉPHINE BAKER
18 h 45
Urgence Gaza, 2 ^e partie : « Faire tomber les apartheid » Avec Hala Abou-Hassira, ambassadrice de Palestine en France, et Nkosinathi Emmanuel Mthethwa, ambassadeur d'Afrique du Sud en France, AGORA
19 heures
« Le racisme capillaire : de quoi parle-t-on ? » Avec Kenza Bel Kenadil (créatrice de contenu), Karidja Diaby (SOS Racisme) et Steevy Gustave (député Les Écologistes), SOS RACISME
Débat avec Nathalie Arthaud LUTTE OUVRIÈRE

19 h 45
Soirée en partenariat avec Backseat. Avec Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, et Fabien Gay, directeur de <i>l'Humanité</i> . Animée par Jean Massiet et les chroniqueurs de Backseat, Rosa Moussaoui, rédactrice en chef de <i>l'Humanité</i> , Naïm Sakhi, journaliste de <i>l'Humanité</i> AGORA
« Face au péril de l'extrême droite et à la crise démocratique, comment faire front ? » Avec Lucie Castets (NFP), Johanna Rolland (PS), Mathilde Panot (FI), Marine Tondelier (Les Écologistes), Pierre Dharréville (PCF), Thomas Vacheron (CGT), Murielle Guilbert (Solidaires), Benoît Teste (FSU), Marcellin Jehl (Amis de la Terre), Fernanda Marrucchelli, Sarah Durocher (Planning familial), Nathalie Tehio (LDH) et Youlie Yamamoto (Attac). VILLAGE DES MÉDIAS INDÉPENDANTS
20 heures
« Agir face aux crises : les métiers de l'urgence à MSF » MSF GLOBAL
20 h 30
La conférence Berryer s'invite à l'Huma SAF-SM
20 h 30
Soirée de solidarité, place de l'État de Palestine Avec Hala Abou-Hassira, ambassadrice de Palestine, Vincent Boulet, responsable du secteur international du PCF, Anne Tuaillon, présidente de l'AFPS, et Rony Brauman, ancien président de MSF, VILLAGE DU MONDE
DIMANCHE 15 SEPTEMBRE
10 heures
« Des classes populaires à la classe ouvrière ? » Avec Joanie Cayouette-Remblière, sociologue, Louise Gaxie, directrice de la Fondation Gabriel-Péri, Frédéric Mellier, conseiller régional PCF de Nouvelle-Aquitaine, et Stéphane Sirot, historien. En partenariat avec la Fondation Gabriel-Péri, AGORA
Carte blanche à Nikos Maurice, romancier, pour <i>Hollywood</i> VILLAGE DU LIVRE
Carte blanche à Marie Moinard, pour <i>Ginette Kolinka, récit d'une rescapée d'Auschwitz-Birkenau</i> STUDIO LIVRES
« Énergie. De 1946 nos jours : bilan de la nationalisation d'EDF-GDF » PCF PARIS 16-IEG PARIS
Table ronde sur le CNR PCF CÔTE-D'OR
10 h 30
Carte blanche à Bernard Thibault, syndicaliste, pour <i>Dans les coulisses des JO</i> VILLAGE DU LIVRE

« Solidarité avec les peuples du monde : du Soudan, de l'Irak, du Sahara, de l'Argentine, de Colombie, du Portugal... » VILLAGE DU MONDE
« Culture : un barrage contre les extrémismes ? » En partenariat avec la CCAS FORUM SOCIAL
Carte blanche à Alexandra Bidet pour <i>Vivre sans produire</i> STUDIO LIVRES
« Agriculture bio : entre espoir et désillusion ! » PCF NIEVRE
« L'eau : un enjeu de survie, d'égalité et de solidarité ! » Avec Julien Brugerolles (député suppléant PCF), Ghislain Dugourd (secrétaire de l'UD CGT), LES 3 BOUGNATS
Dédicaces des sorties littéraires Avec Gérard Le Puill, Frédéric Boccara et Éric Le Lann, PCF HAUTS-DE-SEINE
10 h 45
« Comment récupérer les 80 milliards d'euros d'évasion fiscale ? » Avec Vincent Drezet, porte-parole d'Attac, Ophélie Gath, fiscaliste, et Nicolas Sansu, député PCF, AGORA
« Comment l'insertion est le terreau de l'économie de demain ? » Avec David Horiot, président de Chantier École, Frédéric Fonton, vice-président du Mouvement des régies, Morgane Gauquelin, vice-présidente d'ESS France, et Patrick Norynberg, président de la régie de quartier du Blanc-Mesnil, VILLAGE DES TERRITOIRES SOLIDAIRES
11 heures
« Les usages contemporains de la figure de sorcières » Avec les historiens Maxime Gelly-Perbellini et Michèle Riot-Sarcey. En partenariat avec le CVUH, VILLAGE DU LIVRE
« Handicap et accès au numérique : quels enjeux pour la participation sociale et politiques des personnes handicapées ? » Avec Fatima Khallouk (PCF), Cécyle Jung, militante de l'accessibilité, Sylvie Duchateau, formatrice, et Cyril Desjeux, sociologue, ESPACE SCIENCE ET NUMÉRIQUE
Carte blanche à Lucas Vallerie pour <i>Traversées</i> STUDIO LIVRES
« Les médias français sont-ils encore pluralistes ? » Avec Fabien Gay, directeur de <i>l'Humanité</i> et sénateur, et Denis Olivennes, président de CMI France, LES AMI-ES DE L'HUMANITÉ
« La discrimination raciale à l'épreuve de la justice de classe » SAF-SM
« Lutte contre le racisme et lutte contre l'antisémitisme : éviter le schisme ! » Avec Arié Alimi (avocat, LDH), Kaltoum Gachi (MRAP), Albert Herszkowicz (Mémorial 98 et Raar) et Marouane Zaki (SOS Racisme), SOS RACISME
« Guerre en Ukraine » L'APRÈS-ENSEMBLE I-GDS

« Les dix ans des <i>Carnets rouges</i> » PCF PARIS
« L'action concrète des élu-es de la gauche et de l'écologie dans les collectivités » GÉNÉRATION-S
« Quelle République pour demain ? » PCF NORD
« Pourquoi notre mutuelle est aussi chère » PCF HAUTE-SAÛNE
« 21 septembre. Mobilisations pour la paix, cessez-le-feu, désarmement nucléaire » MOUVEMENT DE LA PAIX
« Solidarité avec la Palestine : quelles actions concrètes ? » FSU
« Syndicats et mouvement social : quel rapport au NFP ? » SOLIDAIRES
Soixante-dix ans de présence de la fédération de l'Aube à la Fête de l'Humanité L'AUBERGE CHAMPENOISE – PCF AUBE
Familles en transition PLANNING FAMILIAL
« Avec le NFP, on a évité le pire. Comment construire le meilleur ? » Avec Stéphane Peu, député, Laurent Brun (CGT), Claire Fortassin (FSU 93), et Nathalie Simonnet (PCF). PCF SEINE-SAINT-DENIS
« Dans la foulée des JO, quelles politiques de développement des pratiques sportives » PCF OISE-PICARDIE
Meeting des communistes de Normandie PCF SEINE-MARITIME
Rencontre des amis et villes qui soutiennent Mumia Abu-Jamal Avec la porte-parole de Mumia, Johanna Hernandez, PCF VAL-DE-MARNE
11 h 15 « Front féministe contre front réactionnaire » Avec Sarah Durocher, présidente du Planning familial, Anne-Cécile Mailfert, militante féministe, Suzy Rojzman, porte-parole du CNDP, et Mariam Sissoko, responsable associative. En partenariat avec la Fondation des femmes, AGORA
« Des campagnes électorales aux nouvelles échéances politiques » Avec Léon Deffontaines, CN PCF
11 h 30 Carte blanche à Aurélie Castex pour les <i>Nouveaux Venus</i> STUDIO LIVRES
« L'Assemblée internationale des peuples, un outil pour les luttes internationalistes » MST BRÉSIL
« Quelle organisation collective pour agir pour une politique de paix ? » PCF HAUTS-DE-SEINE
11 h 45 « Le syndicalisme face à la nouvelle donne de la négociation collective » Avec Baptiste Giraud, sociologue et auteur de <i>Réapprendre à faire grève</i> et codirecteur du Dialogue social sous contrôle, et Bruno Palier, sociologue et auteur de <i>Que sait-on du travail ?</i> VILLAGE DU LIVRE

12 heures Rencontre de Fabien Roussel avec les nouveaux adhérents CN PCF
« Énergie : comment garantir un service public de l'électricité ? » Avec Gwénaél Plagne, secrétaire du CSEC EDF, Salim Khamallah, secrétaire du CSEC Enedis, Maxime Laisney, député FI, Pierre Bell Lloch, maire PCF de Vitry-sur-Seine, FORUM SOCIAL
« Démocratie en entreprise » Avec Bernard Horenbeek, La Nef, Valentine Roulet, présidente de Tènk, Céline Marty, philosophe du travail, Olivier Leberquier, gérant de la SCOP Ti/1336, En partenariat avec Licoorne, VILLAGE DES TERRITOIRES SOLIDAIRES
12 h 15 « Présidentielle aux États-Unis : les femmes sauveront-elles les démocrates ? » Avec Tristan Cabello, historien, Marie-Cécile Naves, responsable de l'Iris, Charlotte Recoquillon, chercheuse, AGORA
12 h 30 « La santé des femmes, un combat de toute l'humanité » Avec Perrine Toudic et Jessica Dahan-Saal, clinique des Bluets, Charlotte Siney, historienne, et Carole Moreira, présidente de la SMH, L'ESCALE
« Faire front contre l'extrême droite, des solutions venues d'Europe » Avec Peter Mertens, secrétaire général du PTB (Belgique), Rita Scapinelli (Refondation communiste, Italie) et Maja Tegeler (Die Linke, Allemagne). VILLAGE DU MONDE
Carte Blanche à Irénée Régnault et Arnaud Saint-Martin, sociologues, pour <i>Une histoire de la conquête spatiale</i> VILLAGE DU LIVRE
13 heures Grand entretien avec Dominique de Villepin sur les questions internationales AGORA
Carte blanche à Mathilde Larrère, historienne, pour <i>On s'est battus pour les gagner : Histoire de la conquête des droits en France</i> VILLAGE DU LIVRE
« Économie circulaire : quels projets ? Quelle implantation territoriale ? Vraie ou fausse solution ? » Avec Christian Pellicani, président du MNLE, Jean-Marie Baty, président du MNLE 93, En partenariat avec le MNLE, VILLAGE DES TERRITOIRES SOLIDAIRES
« Justice de classe, une affaire du patriarcat » SAF-SM
Débat avec les fondateurs de l'Après : Clémentine Autain, Alexis Corbière, Raquel Garrido, Hendrik Davi et Danielle Simonnet L'APRÈS-ENSEMBLE !-GDS

13 h 30 Carte blanche à Jean-Louis Robert, historien et président d'honneur des Amis de la commune, pour <i>Nouvelle Histoire de la Commune de Paris, 1871</i> . VILLAGE DU LIVRE
Carte blanche à Vijay Prashad, intellectuel et historien indien de l'Institut tricontinental VILLAGE DU MONDE
« La recherche » En partenariat avec l'UD CGT 91, FORUM SOCIAL
« Voix de Gaza » AFPS
« Financement de la Sécurité sociale : l'enjeu de la cotisation » Avec Frédéric Rauch (commission santé et protection sociale du PCF), Pascale Vatel (Mutualité française), PCF VENDÉE
14 heures « École privée, école publique : la guerre silencieuse » Avec Annabelle Allouch, sociologue, Stéphane Bonnéry, directeur de la Pensée, Caroline Chevé, responsable de la FSU, Pierre Ouzoulias, sénateur PCF, et Paul Vannier, député FI. En partenariat avec la revue <i>la Pensée</i> et la Fondation Gabriel-Péri AGORA
« Le communisme qui vient » Avec Bernard Vasseur, philosophe, Bernard Friot, économiste et sociologue, et Éric Le Lann, essayiste. VILLAGE DU LIVRE
« Après trois années de guerre, vers un processus de paix en Ukraine ? » Avec Jean Radvanyi (géographe, Inalco), Vincent Boulet (responsable international PCF) et Stefan Bekier, du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, VILLAGE DU MONDE
Présentation du plan climat pour la France, <i>Empreinte 2050</i> Avec Victor Leony, ingénieur et modélisateur du plan PCF de décarbonation, et Cédric Vilani, mathématicien et président de la Fondation de l'écologie politique, ESPACE SCIENCE ET NUMÉRIQUE
« Après les émeutes de 2023, dans quelle France voulons-nous vivre ? » Avec Vincent Jeanbrun, député Droite républicaine, et Hocine Tmimi, conseiller départemental NFP du Val-de-Marne. En partenariat avec Grand Orly Seine-Bièvre, VILLAGE DES TERRITOIRES SOLIDAIRES
Carte blanche à Régis Félix pour <i>Apprendre des scalarités abimées</i> et à Frédéric Mathis pour <i>J'ai rêvé d'une école</i> STUDIO LIVRES
« Pour une continuité du revenu des artistes-auteurs » PCF VAL-DE-MARNE
« Démolition, ventes en bloc, réforme des attributions HLM. Conséquences et perspectives de lutte » DAL

« République et pays dits d'outre-mer : sortir des injustices et des violences » Avec les députés GDR Emmanuel Tjibao, Frédéric Maillot, Jean-Victor Castor, Marcellin Nadeau, Mereana Reid Berthelot et André Chassaigne, CN PCF
Carte blanche à la Cimade Avec Adrien Nachury, membre du bureau Île-de-France, L'ESCALE
Café des parlementaires : viens rencontrer tes élus PARTI SOCIALISTE
« Les campagnes sont-elles réactionnaires ? » Avec Sébastien Rome, ancien député FI PCF FRESNES, L'HAY-LES-ROSES, ORLY, VILLENEUVE-LE-ROI ET ABLON
« Les dangers de l'extrême droite au pouvoir et sur le terrain » GÉNÉRATION-S
« Agir face aux crises : être une fonction support à MSF » MSF GLOBAL
« Ce que les gens nous ont dit de l'Union européenne dans la campagne électorale » PGE
« Les mobilisations internationales en Europe » PCF HAUTS-DE-SEINE
« Terre en guerre, terre d'accueil : l'école peut-elle être un refuge ? » FSU
« La forme de solidarité qui s'impose désormais en Europe et la France comme modèle » PALESTINE - COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE PATRIMOINE
« Ce qu'on appelle antisionisme » UJFP
14 h 15 Remise du prix Bulles d'Humanité VILLAGE DU LIVRE
14 h 30 « Femmes, races et classes » Avec Rokhaya Diallo LES AMI-ES DE L'HUMANITÉ
« Extrême droite : la résistible ascension » Avec Solène Brun, sociologue au CNRS, Ugo Palheta, sociologue, coordinateur de l'ouvrage <i>Extrême droite : la résistible ascension</i> , Raphaël Arnault, député FI-NFP, Clémence Guetté, vice-présidente FI-NFP de l'Assemblée nationale, coprésidente de l'Institut La Boétie, FRANCE INSOUMISE
Débat avec Jean-Pierre Mercier LUTTE OUVRIÈRE
« Le peuple haïtien veut être souverain » FAL/DONDE ESTAN/CRID
15 heures « Le programme du NFP est-il applicable ? » Avec Frédéric Boccara, économiste du PCF, Éric Coquerel, député FI, Karine Lebon, députée GDR, et Eva Sas, députée Les Écologistes, AGORA
Carte blanche avec Johanna Fernandez, porte-parole du journaliste Mumia Abu-Jamal VILLAGE DU MONDE

Carte blanche à Jean-Pierre Terrail pour <i>la Crise de l'école et les moyens d'en sortir</i> STUDIO LIVRES
« Qui veut la peau des centres de santé ? » Avec Éric Chenut, président de la Mutualité française, Jean-Philippe Labille, secrétaire général de la mutualité Solidaris, Sylvie Ben Jaber, présidente de la Mutuelle familiale. En partenariat avec la Mutuelle familiale. VILLAGE DES TERRITOIRES SOLIDAIRES
« Yvelines, une terre agricole : réponses locales aux enjeux climatiques » ESPACE COMMUNISTE DES YVELINES
« Face aux enjeux sociaux et environnementaux, la région Île-de-France peut-elle se passer d'un véritable service public de la mobilité ? » Avec Vincent Gautheron, secrétaire régional de l'Urif-CGT, Céline Malaisé, présidente du groupe Gauche communiste écologiste et citoyenne. En partenariat avec l'Urif-CGT, FORUM SOCIAL
« Pour un écosocialisme queer, féministe, décolonial et populaire » LES INVERTI-E-S
« Féministe, antiraciste, antihomophobe : la gauche est-elle devenue woke ? » PARTI SOCIALISTE
« Le droit au logement : défis et solutions » PCF SEINE-MARITIME
Situation politique LUTTE OUVRIÈRE
« Et si les médecins cubains étaient la solution ? » Avec Gaël Robin, André Chassaigne, PCF BRETAGNE
« Prisonniers politiques de Kanaky déportés dans les prisons françaises » USTKE/PT-UC-KANAKY - NOUVELLE-CALÉDONIE
« Urgence hospitalière : où va-t-on ? » Avec Loïc Pen, urgentiste, Serge Klopp (commission santé du PCF), cadre en psychiatrie, Évelyne Deluze, présidente du collectif de défense de l'hôpital de Luçon, PCF VENDÉE
15 h 15 Carte blanche à Jean-Philippe Gautrais, maire de Fontenay-sous-Bois, pour <i>La ville pastèque, Fontenay-sous-Bois, territoire d'écologie populaire</i> VILLAGE DU LIVRE
15 h 30 « Comment peser à gauche après les élections européennes ? » Avec Maïté Mola, ex-vice-présidente du PGE, Charlotte Balavoine, responsable Europe du PCF, et David Gobé, président de la section des cheminots de la Fédération internationale des ouvriers et ouvrières des transports, VILLAGE DU MONDE
Carte blanche à Frédéric Grimaud pour <i>Enseignants, les nouveaux prolétaires</i> STUDIO LIVRES

« Comment lutter contre le racisme dans les médias ? » SOS RACISME
15 h 45 Carte blanche avec Alain Hayot, sociologue, pour <i>Face aux nouveaux monstres, le sursaut</i> VILLAGE DU LIVRE
16 heures « Quelle riposte à la bollorisation des médias ? » Avec Alexis Lévrier, historien des médias, et Arié Alimi, avocat, membre du collectif Stop Bolloré, AGORA
« L'art du compromis est-il vraiment un super-pouvoir ? » Avec Mickaël Huet et Yannick Hervé, chargé de la lutte contre l'extrême droite pour le Mouvement associatif. En partenariat avec le Mouvement associatif VILLAGE DES TERRITOIRES SOLIDAIRES
« Une heure pour vous faire aimer les maths », avec Cédric Villani, mathématicien ESPACE SCIENCE ET NUMÉRIQUE
« Agir face aux crises : être logisticien-ne à MSF » MSF GLOBAL
16 h 15 « L'apport de Paul Boccara, publication de deux inédits : <i>12 leçons sur l'économie et l'anthroponomie</i> et <i>Connaitre et lutter avec Paul Boccara</i> » Avec Catherine Mills, Frédéric Boccara, économistes, et Anthony Daguet, secrétaire général de l'Humanité, VILLAGE DU LIVRE
16 h 30 « La préoccupation écologique perd-elle du terrain ? » Avec Jean-Baptiste Comby, sociologue, Léna Lazare, activiste écologiste, Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, et Fabienne Rouchy, responsable de la CGT, AGORA
« Haïti, une île oubliée » Avec Frédéric Thomas (Cetri) et Mélanie Boulay (MSF). VILLAGE DU MONDE
« Quelle loi pour la fin de vie en France » ADMD
17 heures « Quels outils numériques au service de la lutte sociale ? » Avec Sylvie Péron (Les Ordis libres), Nao Argouse (STJV). ESPACE SCIENCE ET NUMÉRIQUE
« Le pacte républicain, l'égalité, les convergences pour faire reculer les discriminations » Avec Anaïs Perrin-Prevelle (OUTrans), Fatima Khallouk, élue d'Alfortville, militante pour les droits des personnes en situations de handicap PCF FRESNES, L'HAY-LES-ROSES, ORLY, VILLENEUVE-LE-ROI & ABLON
« Agir face aux crises : être épidémiologiste à MSF » MSF GLOBAL
17 h 30 « La parole au scientifique » Avec Jean-Pierre Bibring, astrophysicien LES AMI-ES DE L'HUMANITÉ